Le camp de concentration, régime de l'avenir ?

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 247
VENDREDI 15 DECEMBRE 1950
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

LE 3ème FRONT et la LUTTE SOCIALE

L'EVOLUTION de la situation internationale nous soumet au régime de la douche écossaise. Pronostics de guerre et de paix se succèdent dans les manchettes des quotidiens à grand tirage, au rythme des éditions. Cette alternance d'angoisse et d'espoir nous use les nerfs sans nous permettre de porter un jugement sûr en fonction d'une position qui nous serait propre. Cet abrutissement organisé est même l'un des éléments les plus tragiques de la situation...

Cependant, si l'on tente d'échapper à ce vertige et d'envisager avec lucidité la situation, ce n'est pas dans les colonnes de la presse officielle que l'on trouvera une solution. Car cette solution n'a rien à voir avec les intérêts des partis, des Etats et des journaux qui les expriment. Cette solution est celle du troisième front révolutionnaire.

Le troisième front révolutionnaire *est en dehors des mots d'ordre des partis parce qu'il est la protestation des travailleurs contre les marchands d'opium idéologique de l'Est et de l'Ouest. Il est celui des hommes qui refusent l'asservissement hypocrite à Washington comme l'esclavage de Moscou. Il est celui de tous ceux qui entendent donner au mot « liberté » un contenu concret, cette liberté qu'aucun « grand homme », Staline ou Truman ne peut apporter, mais que les masses doivent conquérir contre les Staline et les Truman.*

Mais la principale raison pour laquelle la presse officielle se garde bien d'impulser le slogan du troisième front, *c'est qu'il déborde l'action politique pour prendre ses racines dans la* lutte sociale. *Etant la lutte contre tous les impérialismes, il dénonce autant le capitalisme et Wall Street que la duperie bureaucratique des prétendues « Révolutions populaires ». Le* troisième front *entend porter la lutte contre la guerre au plus profond des fondements économiques de la guerre, qu'il dénonce comme la lutte entre les pillards capitalistes et bureaucrates pour s'approprier les produits de leurs rapines réciproques. Le mot d'ordre du* troisième front *sera donc synonyme de la gestion ouvrière directe de la société par la dépossession des capitalistes classiques comme des parasites qui prétendent les remplacer sous des dehors révolutionnaires.*

Il est donc vrai, plus que jamais, que la lutte contre la guerre des nations passe par la guerre des travailleurs contre leurs exploiteurs et contre les candidats politiques et syndicaux à l'exploitation. Elle est libertaire avant tout, car seule la liberté économique et sociale peut mettre à bas tous ceux qui voient dans la guerre la réalisation de leurs intérêts.

C'est ce qu'il convient de répéter aujourd'hui où nos contemporains, suspendus à l'affichage des kiosques à journaux attendent en tremblant les décisions des maîtres de l'heure alors que la véritable solution, l'unique solution, c'est que les travailleurs eux-mêmes, deviennent les maîtres de la société et balayent les marionnettes de la diplomatie.

Filo

La Paix et la conquête des bases

LE monde ouvrier aspire à la paix mais cela ne rentre pas dans la ligne de compte des « démocrates » et des « socialistes » d'aujourd'hui. La paix tourne comme l'ombre. C'est la force ou l'épuisement qui la dicte. Les pactes succèdent à de solennelles objurgations où il est question de « cause de la paix », de la « liberté » du « monde libre » pour faire comprendre qu'il est un monde où on ne l'est pas. L'opinion publique est abusée par de fausses joies : limitation des armements, mise hors-la-loi de la guerre et les promesses électorales coïncident toujours avec des budgets militaires inquiétants et des « guerres perlées » — ou « réduites » pour employer le langage de l'heure. Et le plus inquiétant c'est que ceux qui subissent cet état de chose estiment ne rien pouvoir, la guerre les dépasse comme la vie, la maladie et la mort.

Chacun se limite à sa vie bornée où la lutte pour manger tient toute la place, tandis que ceux qui jouent avec l'Histoire dans le silence des cabinets étudient la manière de prendre un morceau de terre, d'asservir un dominateur, de briser des prétentions et des orgueils.

Le monde d'aujourd'hui a le mérite de ne rien neutraliser. Chacun a sa part de catastrophe. Cette solidarité dans le massacre déterminera-t-elle une solidarité pour bâtir la vie ?

Mystère des combinaisons historiques.

LE MOYEN-ORIENT TERRE DE CONVOITISES

La carte indique que le Moyen-Orient sent le pétrole. Pas de guerre sans pétrole. Silence des armadas aériennes et mécanisées. Mais les demandeurs sont en lice.

L'U.R.S.S. a des difficultés dans le domaine de l'approvisionnement de ce carburant. Elle aurait produit 33 millions de tonnes en 1949 contre 253 millions de tonnes aux Etats-Unis pour la même année. Mais le handicap soviétique peut être réduit par la proximité des plus riches réserves de pétrole du monde, situées en Iran, en Irak, en Arabie Séoudite.

Si l'on considère que les stratèges anglo-américains ne considèrent pas cette région comme défendable en cas de guerre avec l'U.R.S.S., même si les puits sont sabotés, après le retrait anglo-américain, l'U.R.S.S. qui base sa puissance militaire sur un grand nombre de chars, pourra avoir de grosses disponibilités de carburant, à moins que les bombardements répétés empêchent que ce réservoir inépuisable puisse être utilisé.

Avec l'Extrême-Orient, le Moyen-Orient représente un point névralgique où la sensibilité soviétique et anglo-américaine sera le plus intense. Les diplomaties soviétique et américaine s'efforcent d'ailleurs de conquérir les bonnes grâces des gouvernements de ces petits pays au sous-sol stratégique. N'est-ce pas un fait précis que la banque nationale soviétique ait envoyé de l'or en Iran et que l'agence de ce pays ait signalé la bonne volonté caractéristique du gouvernement soviétique ?

D'un autre côté la Kowaït Oil Company, l'Anglo-Iranian, le Golf Oil de Pensylvania, paient d'abondantes taxes au gouvernement iranien qui joue sur les deux tableaux jusqu'à ce que la violence militaire mette fin à ce jeu de pendule.

LES DETROITS

Un autre point retient l'attention : Les détroits.

Les détroits sont avec le Danube ce qui irrite la susceptibilité nationaliste du gouvernement soviétique.

Les détroits forment en effet une brèche dans le « long flanc maritime méridional de la Russie ». Et les mêmes craintes qu'on lit dans les correspondances des attachés diplomatiques des tsars sortent de la bouche de Staline lorsqu'il prétend que TOUS LES TERRITOIRES allant de la Baltique à la Mer Noire, de la mer Egée a l'Adriatique avec Trieste, Salonique, Constantinople, doivent être placés directement sous la sphère d'influence soviétique. Quelle est la part du besoin de sécurité dans cette volonté géographique ? C'est cette permanence de la diplomatie russe, imprégnant l'Etat soviétique qui explique la lutte entre nationalistes et « communistes » grecs en 1945 et aussi les pressions réitérées à Ankara. Ce fleuve marin de 70 kilomètres de long qui déverse les eaux de la Mer Noire dans la Méditerranée, ce fleuve aux rives européenne et asiatique, grecque et turque qui permit aux bateaux anglais et américains de ravitailler l'Armée Rouge pendant la deuxième guerre mondiale, ce fleuve, ouvert aux escadres anglaises et américaines, aux porte-avions alliés est un moyen d'incursion dans le territoire soviétique. Staline ne peut souffrir cela. Et si, depuis l'élimination de Markos, l'affaire des Détroits est mise en sourdine, parce que explosif dangereux à manier, les services soviétiques pour les Balkans et le Moyen-Orient remettront en temps opportun sous les yeux de Vychinsky le dossier des revendications soviétiques dans ce lieu.

Lorsque l'Extrême-Orient aura perdu la vedette diplomatique, il sera donc

(Suite page 2, col. 1.)

Les Peuples et le Réarmement

LES hésitations gouvernementales ont été de courte durée. On a parlé un instant de la démission de M. Guy Mollet, mais le secrétaire général de la S. F. I. O. est vite rentré dans le rang.

Et M. Jules Moch, lui-même, vient de se rendre en Allemagne « afin de tenter, écrit « Combat » du 9 décembre, de dégager, avec les socialistes et chrétiens-sociaux allemands, les bases d'un rapprochement grâce auquel la conférence de Paris sur l'armée européenne pourrait s'engager avec de plus grandes chances d'aboutir et la formation de l'armée européenne se trouver accélérée ».

Les politiciens français prétendent que l'armée allemande n'est pas reconstituée, mais que des bataillons allemands sont intégrés dans une armée européenne. Ce qui constitue, selon eux, une garantie que « le militarisme allemand ne risque pas de renaître et d'ensanglanter le monde une nouvelle fois ».

Laissons parler les faits, ou plutôt les journaux :

« Le gouvernement est revenu sur le plan Pleven, déclare l'un d'eux, et il a accepté un compromis avec les vues américaines sur le réarmement allemand ».

Pendant que d'autres écrivent :

« 150.000 allemands vont être armés ».

« Les effectifs allemands atteindront en 1951 12 divisions, les effectifs français 10 divisions ».

« Les Alliés et le gouvernement de Bonn négocieraient la levée des restrictions sur la navigation allemande ».

Mais le docteur Schumacher, lui, n'est pas content, il est inacceptable, a-t-il déclaré, « Que les Allemands ne soient mobilisés qu'à l'échelon de la brigade, ce qui signifie qu'ils combattraient avec les troupes d'autres nations sous un commandement étranger », « Que les Allemands ne soient pas autorisés à posséder des armes lourdes, ce qui constitue une violation de l'engagement pris, par les Alliés et personnellement à mon égard par M. John Mac Cloy, haut commissaire américain. »

Ainsi le réarmement allemand se fera, il se fait. Est-ce à dire que le « militarisme allemand » renaisse ?

(Suite page 2, col. 4.)

BUREAUCRATIE CONCENTRATIONNAIRE

« Michel absout le capitalisme » | « Rassinier joue au redresseur de torts »

Il était à prévoir que la publication dans le « Libertaire » du 17-11-50, d'une critique du livre de Paul Rassinier, aussi « engagée » que celle de notre camarade René Michel, ne manquerait pas de susciter un vif intérêt, et il semble bien, en effet, que nul ne soit resté indifférent à la thèse soutenue par notre camarade; c'est pourquoi, il ne sera pas inutile, aujourd'hui, de revenir sur la question en publiant, d'une part, la lettre que nous avons reçue à ce propos de Paul Rassinier, d'autre part, un « post-scriptum » à la critique de René Michel, que ce dernier nous a fait parvenir :

P. RASSINIER

JE remercie *Le Libertaire* d'avoir mis en débat dans ses colonnes les conclusions de mon étude sur la littérature concentrationnaire ; je suis d'autant plus sensible à cette initiative qu'à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Maurice Guérin, député M. R.P. de Lyon, vient de me ranger parmi les « apologistes de la trahison et les responsables de la collaboration avec l'occupant » (1).

Bien entendu, la satisfaction que j'éprouve n'a pas que des motifs personnels et ne se limite pas aux possibilités de me défendre qui me sont ainsi offertes. Depuis cinq ans, je ne cesse de répéter — et *Le Libertaire* s'est déjà fait l'écho de mes propos — que les camps de concentration ne sont pas spécifiquement allemands, qu'ils posent un problème dépassant, et de loin, celui des nationalités ou des races, et qu'ils se généralisent sous toutes les latitudes au point d'être devenus un moyen de gouvernement à l'échelle universelle dans le régime capitaliste .Il y a un an, David Rousset a découvert fort opportunément les camps russes et les journaux viennent de nous révéler que les ouvriers de Oak-Ridge (Tennesee) avaient vécu en véritables concentrationnaires de 1942 à 1949... Encore un petit effort et on découvrira les camps de France, d'Allemagne libérée, d'Afrique occidentale et équatoriale, etc... Il y a là une question de rapports entre l'Etat et l'individu et, en dépit qu'il soit déjà un peu tard, il n'est pas mauvais qu'à la lumière de ce qui s'est passé en Allemagne, ceux qui sont sortis des camps de concentration, donnent à ceux qui sont destinés à y entrer, un avant-goût de ce qui les attend...

Ceci dit, ayant fourni l'occasion du débat, je me permettrai de n'y prendre part que lorsqu'un certain nombre de camarades auront donné l'avis que *Le Libertaire* sollicite d'eux.

Dès maintenant, je voudrais cependant dire à René Michel :

1° Que c'est bien la première fois que j'entends justifier les prévôts des prisons par un anarchiste. C'est un peu comme si un pédagogue qui est contre les châtiments corporels, se déclarait partisan du martinet. Si on se déclare contre la prison même pour droit commun, il semble qu'on doive aussi se déclarer contre toutes ces institutions intérieures, de la pitance au prévôt en passant par le gardien et le mitar... Du moins, c'est mon opinion et c'est aussi celle de James Guillaume, Albert Thierry, Jean Grave, Tennevin, Louise Michel, Kropotkine, etc...

2° Que je me suis penché pendant des heures sur cette phrase de son article .

« Au fond, la brèche dans l'édifice « logique de Rassinier, c'est cette contradiction énorme, monumentale qui « flanque tout par terre : on affirme « d'un côté que les conditions faites « par les S.S. auraient permis *à tout « le monde de survivre* et d'un autre « côté que c'est *l'instinct de conservation* qui a fait des bureaucrates les « assassins de leurs camarades » sans arriver à déceler la contradiction dont il m'accuse.

(1) N.D.L.R. — Pour donner toute sa saveur à cette accusation, précisons que Paul Rassinier fut en France :

— un des principaux fondateurs du Mouvement Libération-Nord, dont il fut le délégué à Belfort et en Haute-Alsace jusqu'à son arrestation en novembre 1943 ;

— le fondateur du journal clandestin *La IVe République*, auquel les radios de Londres et d'Alger ne ménagèrent pas les félicitations en son temps, — précisément en raison de l'attitude qu'il adopta contre les attentats au plastic.

(Suite page 2, col. 2.)

R. MICHEL

TOUT compte fait, et en attendant que naisse une controverse (si elle doit avoir lieu) au sujet du « cas Rassinier », j'aimerais dès maintenant préciser un certain nombre de points d'ordre théorique qui éclairent ma « prise de position ». Pour ceux de nos lecteurs qui ne l'ont pas présent à l'esprit, je résumerai en quelques mots le débat.

Paul Rassinier, écrivain et ancien déporté politique, vient de publier un livre (1) qui défend une thèse « non conformiste » sur le rôle des bureaucraties de détenus dans les camps allemands. D'après lui, ce n'est pas la S.S., mais les dirigeants prisonniers eux-mêmes, qui sont responsables au premier chef de la mort de millions de leurs camarades. La thèse est séduisante en ce qu'elle dénonce le pillage, les abus de pouvoir, les fins politiques inavouables qui ont été l'un des moteurs de l'action des bureaucrates prisonniers envers l'ensemble des détenus. Elle est fausse cependant en ce qu'elle fait des bureaucraties concentrationnaires un phénomène parasitaire, strictement négatif, et se refuse à voir leur rôle positif, celui qui les a précisément justifiées : sauver, par la possession du pouvoir intérieur du camp, la plus grande masse possible de détenus de la destruction (en premier lieu, bien entendu, les amis des bureaucrates, je le reconnais volontiers). Un jugement réaliste et objectif se doit de le souligner, et je l'ai fait assez longuement dans le « Libertaire » (2) pour n'avoir pas à y revenir aujourd'hui.

Je voudrais, au contraire, étendre la portée des réflexions qui ont été faites à ce propos. Car on me dira : pourquoi prendre la défense des bureaucraties dans les camps, si l'on condamne en même temps les bureaucraties à l'extérieur des camps ? Serai-je ici libertaire, là autoritaire ? Le blanc deviendrait-il subitement noir, et vice-versa ? — On insinuera peut-être que j'ai dû largement profiter des faveurs bureaucratiques, ou que je suis animé d'un Don Quichottisme quelque peu déplacé ?

En réalité, le problème, pour être moins simple, n'en est que plus intéressant. Il débouche sur le problème révolutionnaire en général, et sa discussion rigoureusement conduite doit nous montrer combien un mouvement révolutionnaire attentif aux réalités, parce qu'il veut triompher sur le terrain de la réalité elle-même, doit se défier des **jugements moraux à l'emporte-pièce**, de ces phrases grandiloquentes qui condamnent tout mais ne sont que du vent.

Nos buts sont libertaires (la société sans classes et sans Etat), et notre stratégie est libertaire (nous rejetons la formation et l'utilisation de partis bureaucratisés, d'Etats bureaucratisés qui devraient soi-disant « dépérir » mais ne dépérissent jamais parce que la bureaucratie y constitue une nouvelle classe exploiteuse). Notre slogan pourrait être : « Seule la liberté est au service de la liberté ». Ainsi posons-nous le principe d'une continuité étroite entre les moyens et les fins. Seulement, de quelle nature est cette continuité ?

Les chrétiens déclarent (en principe !) que seuls des moyens **bons** peuvent mener à des fins **bonnes**. N'étant pas métaphysicien, je n'en sais rien. Ce n'est pas en vertu d'un postulat moral que je considère que seules des organisations non bureaucratisées peuvent être antibureaucratiques. Ce n'est pas, en conséquence, dans l'Evangile que j'ai appris que les partis staliniens ne sont que les pourvoyeurs à l'échelle mondiale d'un capitalisme bureaucratique d'Etat, où la bureaucratie exploite le travail et l'opprime à la place de la bourgeoisie qu'elle détrône (3). C'est dans et par l'analyse sociologique, politique, économique concrète que je suis devenu anarchiste dans mes méthodes comme dans mes buts. C'est pourquoi je commence par opposer une catégorique fin de non-recevoir à ceux qui critiquent au nom de la « morale éternelle ».

Cette attitude réaliste et scientifique étant posée, poursuivons. L'analyse du monde actuel nous le montre en proie à la bureaucratisation totalitaire par le moyen du Stalinisme, du Fascisme, du Travaillisme, de l'Américanisme, etc. Certaines de ces formes sont plus

(Suite page 3, col. 2.)

(1) En vente au « Libertaire ».

(2) « Le Libertaire » n° 244 du 17-11-50. « L'illusion de Paul Rassinier ».

(3) Soit dit en passant, les Chrétiens Progressistes au service de la Réaction stalienne ne seraient pas une excellente référence pour ceux qui prétendent remplacer l'analyse sociale par les bons sentiments.

Le paradis soviétique

Sous le patronage de* France-U.R.S.S. *s'est tenu à Narbonne, le 26 novembre dernier, un meeting, où les orateurs : Mme Ciaglo et le docteur Colomb, ont fait l'apologie du régime soviétique et de Staline.

N'ayant pu prendre la parole au meeting, nous allons confronter avec des arguments puisés dans la presse soviétique publiée en France, les affirmations des orateurs :

Disons tout de suite que nous laisserons de côté tout ce qui nous apparaît plutôt comme le fruit d'une imagination un peu trop fantaisiste, à savoir : « Les enfants de Moscou ne sauraient être comparés avec ceux des autres pays ». « La volaille est tellement abondante que l'on ne mange que de la viande blanche des poulets et des oies, les carcasses servent à faire du bouillon », et voyons les arguments qui semblaient à première vue être objectifs :

Le docteur Colomb a brodé une bonne partie de son exposé sur le bon marché de la vie en U.R.S.S., en se basant sur le prix du pain qui serait, selon lui, de 60 kopecks le kilo. Malheureusement à l'entrée de la salle on vendait le numéro de novembre de « *France-U.R.S.S.* », dans lequel Fernand Grenier disait à la page 10, que le pain blanc coûtait 2 roubles 70 le kilo !

LE POUVOIR D'ACHAT DE L'OUVRIER EN U.R.S.S.

Puisque, toujours d'après l'orateur, le manœuvre non spécialisé gagne 500 roubles par mois, cela lui permet d'acheter avec la totalité de son salaire mensuel : 185 kilos de pain blanc ; ce sont là des résultats dont on n'a pas à être fier, quand on sait que le salaire minimum garanti que nous qualifions de salaire de famine, permet au manœuvre narbonnais d'acquérir **360** kilos de pain. Il est vrai qu'en U.R.S.S. les « Costauds » peuvent gagner bien plus, témoin ce mineur des îles Sakaline qui a gagné 15.000 roubles dans le mois, trente fois plus que le « lampiste » et dire que nous protestons en France, quand les députés s'octroient des indemnités de huit fois supérieures au minimum vital. On pourrait nous rétorquer que les salaires de 500 roubles sont infiniment peu nombreux, ce qui serait une erreur de plus puisque d'après « *les cahiers de l'économie soviétique* » d'août-octobre 1949, le fond des salaires sera en 1950 de 252 milliards 300 millions de roubles pour 33.500.000 ouvriers, c'est-à-dire une moyenne de 627 roubles par mois, mais comme il y a des techniciens qui gagnent de 6.000 à 12.000 roubles par mois, on comprendra facilement que de nombreux manœuvres gagnent moins de 627 roubles.

Parlant de l'effort extraordinaire de l'industrie automobile en U.R.S.S., l'orateur nous a donné comme chiffre de production annuelle : 400.000 voitures. Si nous la comparons à la production automobile française : 285.643 voitures d'après *L'Humanité* du 1er octobre, cela nous donne, en tenant compte de la différence de population, une production trois fois et demi plus élevée que celle de l'U.R.S.S. et les Français ne se prennent pas pour les champions de la production automobile...

(Suite page 4, col. 2.)

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10e C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre 25 francs et la dernière bande

Les 100 frs du "LIB"

ont déjà été versés par plus d'une centaine de camarades, pour une ou plusieurs semaines. Mais pour que VIVE LE "LIB", **500 camarades souscriront**

(Voir en page 2, la 1re liste de souscription)

chaque semaine !

LES RÉFLEXES DU PASSANT

POPOFF

LES peuples connaissent l'étonnante intelligence que la savante dynastie des Popoff a mise à leur service par l'intermédiaire actuel de leur petit Père.

Rien de ce qui est humain n'est étranger aux Popoff, depuis la locomotive qu'inventa en 1769 Sergueï Alexandrovitch Popoff jusqu'au bidet que préconisait déjà Nikolas Tatavovitch Popoff en 7691 avant Jesus Josefovitch, lequel fut un Popoff par sa mère Marie Joachimovna et inventa entre autres l'aquaplane, le pneu ballon, la non-violence, etc., etc., etc...

Aussi nous pensons que les peuples ne seront pas inattentifs à la découverte archéologique sensationnelle que vient de faire le célèbre professeur Ivanovitch Popoff.

Dans un sarcophage vieux de 690.017 ans reposait un être dont le large front bas comme la mâchoire inférieure proéminente, signes d'une intelligence active, étaient caractéristiques de la race des Popoff.

L'in-folio de granit poli qui accompagnait le corps désignait clairement celui-ci, en dialecte néanderthalien primitif comme étant le tovarich (sic) Adam Popoff premier du nom, fils de ses œuvres, créateur du feu, de l'écriture, du knout et du matérialisme dialectique, liquidé jadis d'une flèche dans la nuque pour divergences politiques.

Après délibération du Politburo, il vient d'être décidé que le défunt serait réhabilité et inhumé solennellement dans la crypte du Kremlin entre Eugène Leonovitch Popoff qui en 1697 découvrit le couteau à cran d'arrêt et Igor Totorovitch Popoff, lequel mit au point 6971 ans plus tôt l'appareil génial connu sous le nom de pompe à m.....

La cérémonie, placée sous la présidence du camarade XXXX (censuré) sera dirigée par le docteur Athanase Alexievitch Popoff, créateur de la bombe G.D.B., dont le coefficient vodka fait vaciller l'Amérique sur l'œuf de Colomb.

Et le thème des prières que publiera « la Pravda » du jour sera :

« Que le camarade Dieu protège le petit père des peuples et ses fidèles serviteurs les Popoff ».

CLAUDE-ARMAND.

LE RECLASSEMENT DES ANCIENS TUBERCULEUX

Guéri... je ne travaille pas!

QUELQUES-UNS, parmi les stagiaires du Centre de Rééducation professionnelle de Coubert, ont terminé le stage et viennent ainsi de boucler le circuit : hôpital - sanatorium - post-cure - rééducation.

Des promesses leur avaient été faites quant à leur reclassement en fin de stage : elles n'ont évidemment pas été tenues et l'on vient de mettre les stagiaires en demeure de quitter le Centre, sous la menace de leur couper les vivres ou de les expulser « manu militari » ! De plus, on proposa à certains d'entre eux de les diriger sur un autre Centre de convalescents...

Il convient de donner à ces faits toute leur importance, car il ne s'agit pas là, comme on pourrait le croire, d'un cas isolé. En fait, le problème n'est pas particulier au Centre de Coubert, mais concerne aussi tous les tuberculeux stabilisés, dont le nombre est important :

L'on n'ignore pas, en haut lieu, la situation dans laquelle se trouvent les anciens tuberculeux : pension d'invalidité dérisoire ; un certain nombre d'entre eux ne touchent absolument rien, certains sont sans famille, ni foyer !!! Quitter le Centre dans ces conditions, c'est la rechute certaine, à plus ou moins longue échéance.

En 1949, les anciens stagiaires occupèrent le Centre pendant trois mois.

En 1950, la situation est identique. Nous allons voir quels sont les responsables de cette carence !

Le 25 novembre 1949, les stagiaires attiraient l'attention du ministère du Travail sur le problème du reclassement du tuberculeux stabilisé et rééduqué, en ces termes :

« Jusqu'alors, les malades rééduqués devaient, leur stage terminé, quitter le Centre sans qu'aucun organisme officiel soit chargé de les aider à se procurer un emploi.

« D'autre part, ces diminués physiques réduits à se débrouiller par leurs propres moyens se voient refuser tout emploi lorsque, étant obligés de donner des références, ils doivent préciser leur état de santé.

« En conséquence et croyant interpréter le sentiment de tous les diminués physiques ayant rencontré ces difficultés de retour à la vie, nous vous demandons de vouloir bien saisir le gouvernement de ce problème dont les données sont les suivantes :

« 1° Faire voter le projet de loi déposé à la Chambre depuis 18 mois, projet qui tend à obliger les chefs d'entreprise à employer un pourcentage de diminués physiques ;

« 2° Créer un organisme officiel chargé du placement des rééduqués professionnels. »

Aucune solution sérieuse ne fut donnée à cette demande.

Le 9 décembre 1949, la Caisse Régionale de Sécurité Sociale adressait une lettre aux stagiaires, en voici quelques extraits :

« Votre hébergement à Coubert nous oblige à rembourser à « L'Accueil du Nord » une somme supérieure à 1.000 francs par jour et le Bureau a estimé qu'il n'était pas possible de poursuivre cet effort plus longtemps puisqu'en définitive nous détournons ainsi de leur but précis une partie des cotisations versées par les assurés sociaux.

« En outre, d'autres malades stabilisés attendent dans les sanatoria, la vacance des places dans notre Centre de Coubert. Ce sont toutes ces raisons qui, contre sa volonté, obligent le Bureau de notre Conseil d'Administration à vous inviter à quitter notre Centre. Il désire que votre départ soit aussi rapide que possible et soit réalisé au cours des 15 jours suivant la réception de cette lettre.

« D'autre part, obligé d'en arriver à cette mise en demeure, le Bureau tient à dégager toute sa responsabilité de cette situation et alerte tous les ministères intéressés : Travail. Santé publique. »

Le problème ainsi posé, il ressort que les principaux responsables sont les ministres du Travail et de la Santé publique.

Il nous faut aussi dénoncer tous les médecins d'entreprise, refusant systématiquement tout individu ayant fait un séjour plus ou moins prolongé en sana. Et pourtant, le tuberculeux « guéri » est reconnu apte à travailler par ses confrères des dispensaires ou de sanas !

Ça, des médecins ? Des fonctionnaires tout au plus, faisant passer l'intérêt du patron avant celui du malade ! Nous ne nous étendrons pas sur la campagne du timbre antituberculeux de 1948 : « Guéri... je travaille ! »

Véritable fumisterie !

Quant à ceux qui seraient tentés de nous taxer d'exagération, nous leur conseillons de lire le projet de loi déposé à la Chambre le 6 août 1948, par le docteur Bernard Lafay, traitant de cette question. Nous en extrayons ce qui suit :

« Ajoutons également, que pour des questions de retraite, les administrations publiques refusent d'embaucher des tuberculeux guéris. Cette pratique constitue un sérieux handicap pour les jeunes gens, anciens malades, qui se destinaient à la fonction publique. Si l'on y ajoute le fait que les emplois administratifs qui sont bien souvent sédentaires, sont justement parmi ceux qui provoquent le moins de fatigue physique — et conviennent ainsi particulièrement aux anciens tuberculeux stabilisés — on mesure tout le caractère archaïque et antisocial d'une pratique d'autant plus regrettable qu'elle émane de la collectivité publique qui devrait être la première à donner l'exemple.

« En Grande-Bretagne, la loi du 1er mars 1944 institue l'obligation d'emploi pour toute entreprise occupant au moins 20 salariés. Fixé par arrêté du ministre du Travail, après consultation des représentants patronaux et ouvriers, ce pourcentage peut être à tout moment modifié. Primitivement de 2 %, il a été élevé à 3 % à partir du 1er décembre 1948.

« Grâce à la loi sur l'emploi obligatoire des invalides, la grande majorité d'entre eux a pu trouver un emploi : sur les 905.000 personnes enregistrées en 1948, 62.000 seulement n'avaient pas de travail, soit 7 % des inscrits. »

Nous sommes loin, très loin en France de telles réalisations.

Lorsque l'on sait qu'il y a en France 1 million de tuberculeux environ, on se rend compte avec quelle désinvolture nos politiciens s'occupent de ces derniers. Autour d'eux, c'est la conspiration du silence. L'on s'évertue à les faire disparaître tout doucement, sans bruit...

Ils se cramponnent, ils s'accrochent, ils espèrent malgré tout...

Il est grand temps que cesse ce scandale qui dure depuis toujours.

Il faut que tous ceux qui ne se désintéressent pas de ce problème élèvent la voix.

Et que l'on donne à tous les anciens tuberculeux la place à laquelle ils ont droit dans la société !

A. LAMBERT.

La conquête des bases

(Suite de la première page)

question de nouveau de la Grèce, de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de la Transjordanie et peut-être même que la péninsule Ibérique et l'Afrique du Nord recevront une mention toute spéciale comme prolongement de la ligne séparant les deux blocs, première ligne stratégique, premières bases qui seront attaquées et défendues.

Comment les gouvernements des super-Etats ont-ils le front de parler de paix après tout cela ? La paix pour eux n'est qu'un écran de fumée destiné à dissimuler aux yeux de l'adversaire les préparatifs pour le prendre à la gorge, afin de n'y être pas pris à son tour.

Conquérir pour ne pas être conquis : c'est cela la loi des grands Etats. Que le monde croule dans les ruines, mais que la stratégie stalinienne ou américaniste soit sauve.

QUE FAIRE ?

Mais n'oublions pas que la guerre ne résoud rien. Si la guerre est la continuation de la politique des Etats rivaux, si elle est rendue possible parce que les conquérants excellent à identifier leurs visées au maintien des conditions de vie et de sécurité de leurs peuples, les préparatifs que l'on fait pour la rendre possible, les revirements, les affirmations d'aujourd'hui démentant celles d'hier, la variété des vocabulaires au service de la variété des conditions, contribuent peut-être à montrer dans tous les pays à des hommes dignes de ce nom quelle farce on leur fait jouer, mais le fanatisme et le vertige de la tyrannie ont encore une prise terrible sur les nerfs des grandes masses. Et c'est là le point inquiétant.

Course aux armements, course aux matières premières, course aux bases, ce sont là les véritables étapes de la querre qui vient. Que faire contre elle?

Un moyen seul, aujourd'hui peut paraître efficace : c'est de retirer aux Etats les moyens de la guerre possible. Et ces moyens c'est l'usine, l'appareil industriel. Un appareil industriel arraché au circuit militariste ferait plus de dégâts que toutes les véhémences, cortèges, signatures dont le mouvement ouvrier se sert, ce serait le désarroi dans les rangs « stratégiques » et l'imitation dans cette Europe appauvrie et craintive. Et ce serait un moyen efficace de désarmer le stalinisme en lui ôtant son atout idéologique : le monopole de la Révolution et des réalisations. Le problème de la lutte et de la victoire contre la guerre est là et non ailleurs.

ZINOPOULOS.

PAUL RASSINIER

(Suite de la première page)

« Si l'instinct de conservation a mené « les bureaucrates à de telles extrémi- « tés, c'est qu'ils ne pensaient pas « pouvoir se sauver autrement, *c'est-à-* « *dire que les conditions du camp fai-* « *tes par la S.S. ne permettaient pas* « *à la masse de survivre* », poursuit-il en manière de démonstration.

D'accord, mais, s'il y a un sophisme dans toute cette affaire, c'est bien celui-là !

Parce que « si les bureaucrates ont pensé qu'ils ne pourraient pas se sauver autrement » cela ne veut absolument pas dire qu'ils avaient raison. Ce que je leur reproche, c'est précisément *d'avoir pensé cela,* d'avoir commis cette erreur de calcul et de ne pas s'être contentés des 1.800 calories qui leur étaient allouées comme à tout le monde. Autrement dit, de n'avoir pas hésité à s'en procurer plus par le vol sachant pertinemment qu'ils condamnaient à mourir de faim ceux à qui ils les prenaient... Je suis d'autant plus à l'aise pour les accuser de ce forfait que les leçons de morale ou de maintien qu'ils donnent aujourd'hui semblent plutôt émaner de gens dont on est en droit d'attendre qu'ils aient préféré se laisser mourir plutôt que de voler, — surtout de voler ceux qu'ils ont volés !

Michel se rend-il compte que son raisonnement absout le capitaliste qui dispose de 100.000 fr. de rentes par jour et qui les utilise l'été à Deauville, l'hiver à Cannes ou à Nice, en se justifiant devant sa conscience par la croyance dans laquelle il est que s'il consentait la moindre augmentation de salaires aux ouvriers qui les lui gagnent, il se trouverait, par là-même, dans l'impossibilité de *survivre* ?

Je répondrai aux autres remarques de Michel ultérieurement : quand cette discussion dans laquelle je serai fatalement amené à reprendre la parole, aura rassemblé le plus possibe de ce qu'on peut dire sur le sujet.

Et, collectivement, à tous les camarades qui y auront pris part.

Paul RASSINIER.

VENDREDI 22 DECEMBRE
Paul RASSINIER
auteur du « Mensonge d'Ulysse »
dédicacera son livre
Librairie
145, quai de Valmy, PARIS (10e)

Société des Ecrivains et Artistes du Peuple
MERCREDI 20 DECEMBRE, A 20 H. 45
Palais de la Mutualité (Salle D)
rue St-Victor - Mo Maubert-Mutualité
A propos du « Mensonge d'Ulysse »
M. Paul Rassinier viendra répondre aux attaques du député Guérin et de l'ancien ministre Michelet
Participation aux frais : 30 fr.
Entrée sur invitation
(A retirer 145, quai de Valmy, Paris 10e).

LE GROUPE D'ACTION POUR L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE
organise le vendredi 15 décembre,
Salle Wagram (Métro Ternes ou Etoile)
Un grand meeting contre la guerre
Les Anarchistes seront là !

CALENDRIER S.I.A. 1951

Ce magnifique calendrier de S.I.A. doit être dans tous les foyers antifascistes. Le réclamer à E. Guillemau, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5072-44.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

LE HAVRE. — Les camarades lecteurs et sympathisants à notre idéal sont invités à s'adresser au secrétaire de la Libre pensée le 27 décembre 1950, à 18 h. 30 qui transmettra.

LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e REGION

CONSEIL REGIONAL. — La prochaine réunion du Conseil régional aura lieu samedi 16 décembre à 14 h., Salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette Paris (10e).

CLAMART-ISSY-LES-MOULINEAUX. — En vue de la formation d'un groupe, écrire F. A., 145, quai de Valmy, Paris (10e).

MONTROUGE - CHATILLON - SOUS - BAGNEUX. — En vue de la formation d'un groupe, voir ou écrire à : Paulette Girard, 18, rue Pierre-Semart, à Châtillon-sous-Bagneux.

SAINT-DENIS-SAINT-OUEN. — Vendredi 23 décembre, à 20 heures 30, réunion. Les sympathisants sont cordialement invités. Café Pierre, 51, Bd Jules-Guesde, St-Denis.

LEVALLOIS-ENVIRONS, PARIS-17e. — Au « Vieux Normand » (face métro Rome), **samedi 16 décembre**, de 21 h. à 22 h.
- Cours esperanto (gratuit, ouvert à tous).
- 22 h. à 23 h. : réunion des militants. Manifestation du 7 janvier.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ET BOUGIVAL. — SERVICE DE LIBRAIRIE. — Camarades, Amis, sont priés de passer commande aux adresses ci-dessous, en indiquant les jours et les heures qui vous seront les plus favorables. Les militants du groupe s'offrent bénévolement à assurer les livraisons à domicile de livres, brochures et journaux.

BOUGIVAL. — A la permanence (de 19 h. 30 à 20 h. 30), 5, quai Boissy-d'Anglas, chez Roger Carde.

SAINT-GERMAIN. — S'adresser aux vendeurs du Lib', le dimanche, de 9 h. à 12 h. (en face « Monoprix »).

CROISSY. — Au porteur du Lib'.

LE PECQ-MONTESSON. — Aux vendeurs à domicile.

SAINTGERMAIN-EN-LAYE. — Lecteurs du Lib', sympathisants et militants, tous à la réunion d'informations qui aura lieu le samedi 16 décembre, à 21 heures, salle du « Cosmopolite », rue du Vieux-Marché. **Très important.**

3e REGION

REIMS. — Un service de librairie se tient tous les dimanches matin au marché J.-Jaurès, angle rue J.-Jaurès et Bd Jamin. Vente, location et prise de commande de livres, brochures, journaux, etc. Pour tout ce qui concerne cette librairie, s'adresser à : Lermillier Maurice, 222, rue J.-Jaurès.

4e REGION

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

NANTES. — Le Groupe Francisco Ferrer reprend sa permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h., rue Jean-Jaurès, n° 33.

Adresser correspondance à Henriette Le Sehedic (même adresse).

LE MANS. — Le groupe libertaire se réunit le premier vendredi de chaque mois, à 20 h. 30, salle 18, Maison Sociale.

S'adresser pour renseignements et adhésions à Paul Mauger, 14, avenue L.-Cordelet (quartiers Hôpital-Ville Maillet) ou à Raymond Beaulaton, cheminot, 51, rte de Ruaudier (quartiers Ponthieu-Maroc).

Un service de librairie fonctionne.

5e REGION

MACON - GERMINAL. — Tous les camarades désireux de participer au Mouvement Anarchiste Français sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chanroux Marcel, Pierreclos (S.-et-L.).

LYON CENTRE. — Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, cotisations.

Jeunesse Communiste Libertaire

Les jeunes ayant pris conscience du rôle des jeunes dans la société actuelle et ayant de la sympathie pour le mouvement Libertaire, sont invités à contacter le groupe des jeunes communistes libertaires, tous les jeudis, 33, rue des Chartreaux, Lyon Croix-Rousse.

7e REGION

GROUPE DE THIERS. — Pour Thiers et la région, pour abonnements, librairie et propagande les camarades sont priés de se mettre en relation avec Dugne Rémy, aux Fichardies, Thiers (Puy-de-Dôme).

9e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

10e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les 2e, 3e et 4e vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg.

Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée à Saint-Sernin.

12e REGION

MARSEILLE - SAINT - ANTOINE. — Le groupe anarchiste de St-Antoine convoque tous les compagnons anarchistes et les sympathisants de Marseille, à une réunion qui aura lieu le dimanche 17 courant, à 9 heures du matin, au Bar Provence, cours Lieutaud. Ordre du jour de la réunion : Réorganisation de la propagande à Marseille et sa région.

13e REGION

Nous attendons les dernières lettres des camarades des Alpes-Maritimes, Basses et Hautes-Alpes et Var, qui nous permettront de fixer la date d'un Congrès en vue de la constitution de la 13e région.

Adresser toute la correspondance à Férand, Café du Centre, 10, rue Gioffredo, à Nice.

Courrier Administratif

COMMISSION DE PRESSE La Commission (rédaction-lecture) se réunira tous les samedis à 19 heures. Convocation à tous les membres pour le samedi 16 décembre.

Le Secrétaire : DEVANÇON.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant. 10, r. du Croissant, Paris-2e

Les 100 frs du "Lib"

VERSEMENTS POUR UNE ET PLUSIEURS SEMAINES

Boulant	100	Berthet	300	1 porteur jx	300
Manuel	100	Breton	500	1 bourgeois syndicaliste	500
Laufer	3.000	Bouligeon	200	Daniel et Raymonde	300
Lulu et Marc	500	Plazanet	400	Kumer	250
Deshayes	500	Meiller	100	H. Tavy	100
Pierre	500	David	650	R. Kcrairs	100
Barrère	500	Marynus	500	Matra	400
Fériot	500	Kerbaol	860	D'Albert	500
F. Argenteuil	500	Denavié	1.000	Dupont	120
Viova	100	Fayolle	100	Kerivel	415
Morgand	100	Morvan	100	Gony	200
Amiot	500	Delaire	255	Laboureau	500
Devriendt	100	Jules	210	Lécuyer	140
Charomiort	400	Annot	500	Jean B.	200
Olive	100	Laverre	410	Quatre amis de Chedde	1.700
H. Le Bastazil	200	Raphanel	405	Gpe Yddish	3.400
Henri	100	Gabrielle	160	Fassier	100
Block	100	Brirot	250	Legros	100
Esperanto	100	Durry	115	Planchon	100
Marchandeau	500	Leve	150	Lelavala	100
Gabrielle	200	Gonzalez	100	Delavie	100
Damade	100	Pinot Marcel	100	Karabo	200
Stas	500	Brunet André	500	Heurtin	100
Devançon	100	Geneviève	100	Dupuis	100
Gido	100	Roger	100	Brugnier	100
Everbecq	100	Cécile	150	Boursat	400
Blanchot	300	Morin	150	Papillon	300
Vincey	1.000	Rougeri	200	Burgeon	100
Corona	200	Gd-Père	105	Masot	100
Fontenis	500	Vendeur IX	160	Laulla	100
Lustre	100	Ruffier	400	Munoz	100
Roussel	100	Vaugirard	100	Caron-Danon	100
Simonet	100	Alexandre	2.000	Pierre	500
Canal	100	Bernard	135	Laire	200
Etienne	100	Un typo dauphinois	100	Un sympathisant, Boulogne	100
Béranger	200	Michel	100	Henri	100
Lanen	100	Lardeaux	400		
Réveillac	1.000	Manuel	100		
Seux	500	Vincent	100		
Bony	250	Bournez	1.000		
Marion	1.000				

Les Peuples et le réarmement

(Suite de la première page)

Nous ne le pensons pas. Le peuple allemand, comme tous les peuples, en a assez de la guerre, guerre qu'il a subie dans sa chair, et les Allemands désireraient certainement vaquer à leurs occupations en toute tranquillité, sans que chaque 25 ans soient remis en cause les conquêtes sociales, le bien-être matériel qu'ils ont pu acquérir.

Et d'ailleurs tous les peuples seraient militaristes. Ouvrons la page 3 de « Combat » du 9 décembre, par exemple et lisons :

« Conversations militaires hellénoturques ». « Mesures militaires et défense civile en Norvège ». « Le budget militaire suisse est approuvé ». « La Grande-Bretagne envisage d'imposer des restrictions à sa production civile en 1951 pour assurer les besoins du réarmement. »

« Une mobilisation totale de l'économie américaine, c'est ce que signifierait la proclamation de l'état d'urgence ».

« Eisenhower : Il sera peut-'tre nécessaire d'appeler tous nos jeunes gens sous les armes. »

« Priorité au budget du réarmement, déclare le président Pleven ».

Le monde se place donc sous le signe du réarmement général, et le réarmement allemand n'en est qu'un des aspects qui nous intéresse plus ou moins. Plus ou moins, car nous avons appris que nous étions tous solidaires et qu'un 38e parallèle, dont nous ne connaissions même pas il y a un an l'existence, risquait fort de faire de nous des cadavres. Mais si le monde se place ainsi sous le signe de la « grande peur », y a-t-il moyen d'en sortir ou devons-nous nous abandonner à l'angoisse croissante qui nous étreint ? Non ! Les gouvernants songent à négocier. Les Chinois, les Russes et les Américains vont s'asseoir à une même table. On parle d'une conférence à quatre, et même Truman-Staline, et il est fort probable qu'une offensive de paix va être déclenchée sous peu. C'est ainsi que le journal « Aux Ecoutes » du 8 décembre peut écrire : « La troisième guerre mondiale n'aura pas lieu. Ni maintenant. Ni en hiver ou au printemps 1951. Bien au contraire. L'ère des négociations et des rencontres à deux, à trois, à quatre et à cinq, va enfin s'ouvrir ».

Les peuples vont donc espérer de nouveau. Mais s'il est fou de s'abandonner au pessimisme, il l'est autant de faire confiance à nos hommes d'Etat. Et si la guerre mondiale a été évitée, c'est parce qu'ils n'étaient pas prêts.

M. Bevin ne déclarait-il pas au Conseil des ministres britanniques :

« Je vous en prie, comptons pour savoir avant de nous décider ».

Comptons ! Les effectifs français atteindront en 1951 : 10 divisions au lieu de 110 en 1939, les Belges : 3, au lieu de 22, les Italiens : 8, au lieu de 60, etc...

Et nous n'avons que faire des bonnes résolutions, toutes momentanées, de ministres ou de ministrables. Nous ne pouvons et ne devons avoir confiance qu'en nous. En espérant qu'aux Anarchistes se joindront de plus en plus des hommes décidés à lutter contre ce monde absurde...

Henry MAY.

LILLE S.I.A.

La section lilloise de la S.I.A. organise au profit de sa caisse de secours, le vendredi 29 décembre, à 20 heures, au Cinéma L'Idéal, place Saint-Martin, une représentation de Variétés, avec le concours de camarades amateurs.

Du chant, de la danse, de la prestidigitation.

Tous les antifascistes et leurs familles sont cordialement invités.

Réunions publiques et contradictoires

1re REGION
LILLE
SAMEDI 30 DECEMBRE
à 20 heures
Au Café Alphonse, 13, rue du Molinel
Prolétaires !
on vous mène à la guerre
Refusez de vous battre !

*

2e REGION
Paris-18e — Louise Michel
Jeudi 14 décembre, à 20 h. 30
20, rue Léon, salle de l'Olympic
La Guerre de Corée et les événements actuels
Orateur : **Maurice Joyeux**

◆

Montreuil-Bagnolet
Mercredi 20 décembre, à 20 h. 45
Café du Grand Cerf
171, rue de Paris
Métro Robespierre (Montreuil)
La Lutte pour la Paix et le 3e Front
Orateur : Devançon

6e REGION
LE MANS
Vendredi 15 décembre, à 20 h. 30
Maison Sociale, Salle 39
Le Mensonge des Hiérarchies
Orateur : **Fernand Robert** cheminot

*

8e REGION
LYON
Jeunesse Communiste Libertaire
Vendredi 15 décembre, à 20 h. 30
Salle du Café du Dauphiné
3, cours Gambetta
Sujet :
Les Jeunes face à la guerre
Orateurs : BIGOUD, LAVOREL

*

13e REGION
NICE
21 DECEMBRE
Café de Lyon
La Commune libertaire

CAUSERIE-DEBAT
10e REGION
TOULOUSE. — Vendredi 15 décembre, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg : « L'Autocritique », par le camarade SIEURAC. — Les sympathisants sont cordialement invités.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

La réalité Yougoslave (V)

Une grande enquête du "Lib" par **Joë LANEN**

U cours de nos précédents articles, la « réalité yougoslave » a été amplement mise à jour. Pour autant que nous le permettaient notre documentation et les quelques colonnes qui nous sont réservées, nous avons examiné tous les aspects de la vie des travailleurs et paysans yougoslaves : pouvoir d'achat, hiérarchie des salaires, méthodes de production, paysannerie, zadrugos et enfin jeunesse. Il convenait d'ajouter à ce dernier chapitre quelques mots sur la vie des étudiants. Nous les publierons ultérieurement dans un article hors série. Nous allons aborder aujourd'hui deux institutions caractéristiques du régime de Tito : ARMEE et POLICE (1).

ORIGINES

La théorie du pouvoir révolutionnaire et son application concrète ont toujours préoccupé et séparé les théoriciens et militants des différentes écoles « socialistes ». L'étude de la solution yougoslave de ce problème les intéresse donc au premier chef. La question pourrait être posée sous cette forme : « L'armée yougoslave réalise-t-elle l'application du pouvoir révolutionnaire ? Et dans quelles conditions ? »

Il faut préciser, pour en saisir la nature, quelle est l'origine de l'armée yougoslave : Les cadres de cette armée, bien en place, formés au travers de la discipline centraliste du Parti, possédaient tous les postes-clefs de l'organisation de résistance, les ressources en armes, le matériel de transmission indispensable, et, il faut le dire, les notions élémentaires de stratégie nécessaires pour coordonner les assauts isolés des groupes armés disséminés dans les montagnes de la Bosnie-Herzegovine et de Slovénie. Armature de la future Armée Populaire, ces cadres surent très habilement se conserver dans les farouches combats des maquis. Dans son manifeste, lancé immédiatement après l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S., le comité central du P.C.Y. s'adressait aux communistes en ces termes : « Communistes de Yougoslavie ! N'hésitez pas un seul instant. Préparez-vous sans délai à une lutte âpre. Adaptez immédiatement vos organisations et leur action à ce dernier combat. **Faites tout pour sauvegarder au mieux nos cadres précieux qui nous sont nécessaires aujourd'hui plus que jamais »** (2). Ce manifeste traduisait la dépendance absolue du P.C.Y. à l'égard du Kremlin. En effet, la lutte ouverte du P.C.Y. contre l'occupant hitlérien ne résultait pas d'oppositions de systèmes, et ne prit jamais le caractère d'une lutte de classes, mais était la conséquence fatale du conflit opposant Hitler à Staline. Nous pourrions ajouter que cette attitude fut commune à tous les P.C. d'Europe. Par ailleurs, le manifeste soulignait sans ambiguïté la nécessité de sauvegarder la vie des cadres du Parti, militairement indispensables dans le bastion d'Uzice.

Et de fait, ces cadres expédièrent à la boucherie plus d'un million de maquisards. Ils ne devaient pas, par la suite, tout danger étant écarté, manquer d'exalter le patriotisme des populations, dont les « sacrifices innombrables » alimentent le thème des discours de congrès.

ARMEE POPULAIRE

L'Armée populaire yougoslave ne se distingue que par un point, des armées de tout pays : le pouvoir absolu du **commissaire politique.** Le commissaire politique est le maître incontesté de la caserne ou du camp. Tous les programmes d'équipement, de manœuvre, d'instruction militaire et doctrinale, doivent être soumis à son implacable censure. Ses pouvoirs sont supérieurs à ceux du commandant de bataillon.

« Lorsque les détachements de partisans furent transformés en brigades, en divisions, en corps d'armée, lorsque fut créée l'Armée de Libération nationale, l'organisation du Parti dans l'armée se développa et perfectionna les formes de son activité. Le système d'une cellule par compagnie, ainsi que le bureau du bataillon comme directeur de l'organisation du Parti dans le bataillon, resta en vigueur, tandis que dans le cadre de la brigade, et plus tard de la division, on forma respectivement un comité de brigade et un comité de division. Les directions des organisations du Parti, dans les unités qui étaient sous le commandement direct de l'Etat-Major suprême, étaient directement liées au Comité central du P.C.Y., tandis que les directions des organisations dans les unités placées sous le commandement des Etats-Majors subordonnés, étaient liées aux directions nationales (3). Il faut souligner ici l'importance et le rôle des commissaires politiques. Les commissaires politiques eurent un grand rôle dans la création, la formation militaire et politique, dans la consolidation et le développement de notre armée. **Les commissaires politiques étaient l'âme des unités militaires** (4).

Le système de recrutement de l'armée yougoslave est l'engagement volontaire, et la conscription obligatoire, qui est de deux ans pour l'infanterie et trois ans pour l'aviation et la marine. L'uniforme des hommes de troupe est loqueteux, sale et souvent rapiécé. Quel contraste avec les costumes de gabardine des officiers supérieurs rutilants de dorures et de décorations. Mais la différence entre l'officier et le simple « biffin » n'existe pas seulement dans le vêtement. Des coopératives spéciales, bien pourvues, leur sont réservées. Les officiers disposent aussi de cercles, de mess et de dancing particuliers. Si, comme on nous l'a indiqué, un commandant touche une solde de 9.000 dinars par mois, ses capacités d'achat sont considérablement augmentées par ces avantages.

Qui pourrait prétendre qu'il n'existe pas, en Yougoslavie, de classes dans l'armée ? La cassure est nette, entre les états-majors et la masse des appelés. Ne serait-ce que par le fait que les soldats sont tenus de saluer leurs supérieurs et leur drapeau. La discipline est très rigoureuse. Pour ne pas maintenir les hommes dans l'inactivité, on leur fait construire leur propre casernement, ou bien garder les routes et les ponts. Ou encore, la nuit, organiser des patrouilles armées. La hantise de l' « ennemi présent » et l'espionnite sont ainsi entretenues par ces méthodes. Le matériel de l'armée yougoslave est assez hétéroclite, allant de la Jeep au fusil Mauser en passant par la mitraillette russe et le tank national.

Le Ve Congrès du P.C.Y. posait à l'Armée les tâches suivantes :

1° Renforcement de l'armée yougoslave sur tous les plans, perfectionnement constant de son art militaire ;

2° Relèvement du niveau politique et culturel de ses effectifs et de ses cadres ;

3° Relèvement et perfectionnement technique des cadres de commandement ;

4° Renforcement de la discipline ;

5° Equipement de l'armée en moyens relevant de la technique de guerre moderne ;

6° Développement du patriotisme socialiste (?) et de l'esprit internationaliste dans l'armée yougoslave, de même que de l'attachement des masses populaires à l'armée ; renforcement des liens entre le peuple et l'armée (5).

LES POLICES

Si les diverses organisations du Parti et de l'Etat peuvent discuter des problèmes de l'armée, il n'en est pas de même pour les polices. Ce domaine est exclusivement sous l'égide du ministre de l'Intérieur, Aleksandar Rankovitch. Lisez le compte rendu officiel complet du Ve congrès du P.C.Y. et vous y chercherez en vain le chapitre police. Rankovitch lui-même n'a pas cru devoir rendre des comptes sur son activité aux congressistes. Cela suffirait à démontrer que les polices yougoslaves échappent à tout contrôle populaire.

L'O. Z. N. A.

Il existe plusieurs polices.

La police politique ou O.Z.N.A., image fidèle de son aîné le N.K.V.D. de Beria.

Cette police politique est secrète, et ses ramifications sont nombreuses. Elle contrôle les cellules du Parti, les organisations syndicales, supervise les programmes des centres culturels « cercles rouges », s'infiltre dans les Etats-Majors et les ambassades, dirige occultement les autres polices et règle l'administration des camps de concentration. Certains de ses éléments travaillent dans les usines où leur rôle consiste à dénoncer les « mauvais socialistes », les traîtres à la patrie et les « kominformistes ». Son activité clandestine est imperceptible. Durant nos déplacements à travers la Yougoslavie, nous n'avons jamais découvert l'œil du « sbire » veillant sur nos personnes et pourtant nous savions qu'il était présent. En rapport avec l'ambassade de Paris, l'O.Z.N.A. possédait un dossier signalétique complet sur chacun de nous. Ainsi, un jour, les « dirigeants » de notre brigade furent avertis que deux des membres de cette brigade étaient affiliés au Parti Communiste Français. On ne pourrait être plus diligent. L'O.Z.N.A. joua un grand rôle dans l'établissement de dossiers d'accusation dans les grands procès de Belgrade : Procès d'André Hebrang et Streten Jouyovitch, alors membres du C.C. du P.C.Y. accusés d'être à la solde du Kominform et d'être des agents de la Gestapo. Le procès du « groupe d'espions soviétiques » Rista Lioubitsa et Georges Ilitch, Slavko Krabanjevitch, accusés d'avoir entretenu des relations amicales avec l'attaché de presse soviétique de Belgrade, Popov. Et plus près de nous, l'exclusion et la condamnation de deux membres du bureau politique du parti de Croatie : Radezigitch et Douchan Brkitch, et un membre du C.C. du parti en Croatie, Stanko Stanista Opatchitch, tous trois accusés d'avoir, après pénétration dans les plus hautes instances du Parti, développé une activité contraire à la « ligne » du P.C.Y. L'acte d'accusation a été dressé par l'O.Z.N.A. et les charges accumulées contre les accusés furent telles qu'ils furent contraints d'avouer leur « trahison ». A cet égard, les procès de Belgrade n'ont rien à envier aux procès de sorcellerie de Moscou, où les inculpés se livrent au masochisme de la culpabilité spontanée.

L'U. B. D. A.

L'U.B.D.A. est la milice nationale de sécurité. L'uniforme des miliciens est bleu-marine et de bonne coupe. La milice, pas plus que la police politique, n'est soumise au contrôle des travailleurs. Ses membres ne sont pas élus, sur la base des quartiers ou villages. Ils sont recrutés par engagement volontaire. Leur situation est privilégiée par rapport à celle des travailleurs.

L'U.B.D.A. dépend directement du ministère de l'Intérieur, qui transmet ses ordres par l'intermédiaire des commissaires de quartiers, nommés par les autorités supérieures.

L'U.B.D.A. est la police criminelle. Elle procède aux arrestations (6) sous dénonciation, ou de droit commun. Elle vérifie les identités et participe aux perquisitions. En outre elle effectue la garde des prisonniers des camps soit dans le camp même ou au cours de leurs déplacements sur les lieux de travail.

POLICE FERROVIAIRE ET FLUVIALE

La police ferroviaire et fluviale est une branche spécifique de l'U.B.D.A. Elle a pour tâche de vérifier les raisons des déplacements des voyageurs, et réclame les « sauf-conduits » obligatoires. Elle n'est pas plus que ses sœurs contrôlée par les travailleurs.

POLICE DES FRONTIERES

La police des frontières déploie une très grande activité tant à l'Est qu'à l'Ouest. A l'Est, en raison des infiltrations d'agents des démocraties populaires, et à l'Ouest, pour juguler l'exode vers les « terres d'asile » occidentales, de tous les mécontents, de tous les hommes traqués.

Ses agents les plus zélés sont les paysans frontaliers, largement rétribués et pourvus d'armes. Ils ont droit de mort sur tous ceux qui chercheraient à franchir les frontières dans l'un ou l'autre sens. Presque tous les éléments du Kominform qui se sont introduits en Yougoslavie ont été appréhendés après dénonciation de ces mouchards en sabots. Le « rideau de fer » en Yougoslavie, moins visible que celui qui protège l'U.R.S.S. et ses satellites, est d'une précieuse efficacité.

MILICE D'USINES

Nous avons déjà dit quelques mots sur cette milice d'usine. Elle est à la charge « financière » de l'entreprise qu'elle a pour devoir de surveiller, mais elle ne dépend pas de l'autorité du directeur de cette entreprise — encore moins des syndicats.

La milice d'usine est placée sous le commandement des autorités militaires. Son rôle consiste, dit-on, à protéger la « propriété populaire » des espions du Kominform. Elle serait, le cas échéant, à pied d'œuvre, si les ouvriers prenaient la fantaisie de protester par un débrayage.

(A suivre.)

(1) Voir « Le Libertaire » numéros 240, 241, 242, 243, 245 et 246.
(2) Le Cinquième Congrès du Parti Communiste de Yougoslavie. Al. Rankovitch. Page 189.
(3) Op. cité, page 199.
(4) Op. cité, page 200.
(5) Op. cité, page 578.
(6) Sauf dans les cas graves. Ce rôle est alors réservé à l'O.Z.N.A.

ROLE DE LA BUREAUCRATIE

(*Suite de la première page*)

douces, moins rapides, plus hypocrites que d'autres, mais le but final est partout le même : imposer aux masses laborieuses mondiales l'exploitation par une bureaucratie technique et politique. Conjointement à ce processus de création de la classe bureaucratique s'effectue, du côté prolétarien, **l'expérience de la domination bureaucratique.** Les travailleurs commencent à sentir que les prétentions des bureaucrates politiques et syndicaux à représenter la « libération du travail » ne sont que mystifications destinées à cacher au prolétariat qu'on lui prépare de nouvelles chaînes. C'est pourquoi de partout commence à surgir le mot d'ordre authentiquement libérateur : « **GESTION OUVRIERE DIRECTE DE L'ECONOMIE** ». En somme, nous voici au seuil de l'époque où surgiront de nouvelles vagues révolutionnaires, et où non seulement la paysannerie pauvre, mais aussi la classe ouvrière se tourneront spontanément vers la création de formes sociales libertaires. C'est grâce à cette spontanéité des masses, due à leur expérience de la bureaucratie contre laquelle elles se tournent peu à peu, que l'on est en droit de s'attendre à ne plus voir de nouvelles bureaucraties s'élever sur un sol primitivement révolutionnaire, comme ce fut le cas pour le Stalinisme.

Quelle garantie ont les mouvements révolutionnaires libertaires d'être réellement antibureaucratiques ? La condition **nécessaire et suffisante**, c'est qu'ils s'appuient **avant tout** sur le développement de plus en plus grand et spontané de l'antibureaucratisme des travailleurs. Il faut que le programme des mouvements révolutionnaires s'axe **en premier lieu** sur la propagande et l'étude de la **gestion directe** de la production. Si les libertaires ne s'appuient pas sur l'antibureaucratisme croissant des masses, ou s'ils ne le font qu'en paroles, c'est-à-dire en négligeant les mots d'ordre gestionnaires, rien ne pourra empêcher les organisations libertaires de demeurer impuissantes ou de faire le jeu, idéologique ou pratique, de la bureaucratie. Et ceci même si les libertaires sont organisés de la façon la plus « libre » et la plus « fédéraliste » au sein de leurs mouvements ! C'est le **contenu social antibureaucratique** du mouvement révolutionnaire qui donne naissance aux **formes libertaires d'organisation** de ce mouvement, mais l'inverse est faux. Les formes libertaires d'organisation d'un mouvement sont impuissantes à elles seules à lui assurer un contenu social efficacement antibureaucratique. La structure d'une organisation n'est que le reflet des éléments sociaux sur lesquels elle s'appuie en les exprimant de la façon la plus claire. Le problème fondamental est donc **d'abord** celui des éléments sociaux sur lesquels l'action révolutionnaire doit s'appuyer, c'est-à-dire l'**expérience de la bureaucratie par les travailleurs.**

Revenons-en donc à nos camps de concentration, puisque c'est de là que nous sommes partis dans ces considérations longues, mais nécessaires. Tout d'abord, observons qu'un camp de cet ordre n'est vraiment pas un endroit où l'on puisse efficacement poser la revendication de la gestion ouvrière de la production ! Si quelqu'un avait parlé de cela à des concentrationnaires, ils l'auraient pris pour un échappé de la Lune ou de Charenton ! Les S. S. livrent au camp quelques tombereaux de rutabagas et du pain, un peu de viande et quelques matières grasses, en échange de quoi le camp, s'il tient à sa peau, fournit un certain nombre d'esclaves pour de grands travaux. Il est évident que nous sommes là totalement en dehors des conditions du militantisme révolutionnaire. Il n'est pas question de s'emparer, même partiellement, d'un quelconque appareil de production, et encore moins de le gérer directement. Car le problème révolutionnaire ne se pose qu'avec les possibilités concrètes pour les travailleurs de se saisir directement du système productif et de le gérer. Partout où ces possibilités ne peuvent pas être envisagées, même théoriquement, l'action des révolutionnaires est une action défensive face à la contre-révolution. **L'action dans les camps de concentration ne peut pas être autre chose qu'une action défensive**, négative en ce sens, mais tout de même de première importance puisqu'il s'agit de préserver l'existence même des éléments travailleurs révolutionnaires. Il faut « limiter les dégâts » pour conserver les éléments sains en prévision de convulsions extérieures qui leur permettront de sortir des camps et de se lancer de nouveau dans la bataille sociale.

De là, la différence entre les diverses formes de l'action révolutionnaire, dans les camps et dans la société « réelle ». Les camps vivent sous le régime de la contre-révolution permanente ,à la merci des caprices, des lubies et des renseignements des pires ennemis de la Révolution. Ils ont le couteau sur la gorge et rien pour l'écarter. Dans ces conditions, il est absolument indispensable que les éléments révolutionnaires s'emploient à maintenir ce couteau levé, à l'empêcher de s'abaisser et de détruire des vies. Briser le couteau, il n'en peut être question : la révolte serait un suicide collectif. La seule action valable, c'est de s'insinuer entre la direction du camp et la masse atomisée, inerte à cause de la terreur, réduite à des réactions quasi-physiologiques. De cette façon, il est possible d'acquérir un **contrôle relatif** sur les décisions de la direction du camp, à travers leur application, de les tourner et de les saboter le cas échéant. Une bureaucratie de détenus est donc nécessaire, et, dans le meilleur des cas, la domination de celle-ci par les éléments libertaires (4). Nous arrivons à ce paradoxe : une bureaucratie antibureaucratique ! Mais si les « moyens » semblent ne plus «coller » avec la « fin », c'est essentiellement parce que, comme nous l'avons vu, la « fin » **ne peut en aucune façon trouver une forme d'action qui la réalise dans les conditions des camps de concentration.** Son terrain est le terrain social, où se pose le problème de la gestion directe de la production contre la classe bureaucratique, et la classe bourgeoise, que celle-là tend à remplacer totalement. Ce terrain « réel » du militantisme social des travailleurs pose, au contraire du camp, l'adéquation de la « fin » et des « moyens », tous deux libertaires, **parce que c'est le terrain où le problème spécifiquement révolutionnaire de la gestion de la production par les travailleurs a un sens.** C'est pourquoi, sur le terrain social général, un mouvement bureaucratiquement organisé est le symptôme d'un contenu social contre-révolutionnaire, ce qui n'est pas obligatoirement le cas dans un camp.

C'est pourquoi aussi il ne convient pas de jouer systématiquement au « redresseur de torts », et de faire une critique véhémente, mais qui tombe à faux **dans le principe**, des bureaucraties concentrationnaires. Leur aspect négatif comporte un aspect positif nécessaire, et ce n'est pas trahir les conceptions du socialisme anarchiste que de le souligner. C'est aussi une excellente occasion de montrer que toute prise de position pratique dans des conditions données doit être relative à une analyse théorique sérieuse, et pas seulement à de belles phrases, de beaux gestes, de bons sentiments et de bonnes intentions.

René MICHEL.

« Le Mensonge d'Ulysse ».

(4) Ce qui n'a pas été, entre parenthèses, le cas pour les camps allemands. Mais la nécessité d'être bref m'interdit de développer ici cet aspect de la question.

ERRATUM :

Dans « L'illusion de Paul Rassinier », une malencontreuse coquille me fait dire (avant-dernier paragraphe) : « Et c'est sans doute l'une des **objections...** du système concentrationnaire », comme si il n'y avait que des « **objections** » à faire à ce système ! C'est bien entendu, « **abjections** » qu'il fallait lire. Je m'excuse auprès de nos lecteurs qui auront rectifié d'eux-mêmes, et de la faute de sens, et de la faute de syntaxe qui en résultait.

LE CALENDRIER 1951

du LIBERTAIRE

est paru

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noire, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franco 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libertaire », un calendrier du « Libertaire ».

HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

par J. MAITRON

Ce remarquable ouvrage de 1.024 pages a valu à son auteur en mai 1950, le titre de docteur ès lettres avec mention très honorable, par un jury où figuraient : MM. Renouvin, Bourgin, Dolléans, Labrousse et Taplé, tous spécialistes des questions sociales ou historiques. En voici le sommaire :

1re Partie : Naissance du mouvement.

2e Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1880 à 1894 (fin de la « propagande par le fait »).

3e Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1894 à 1914.

4e Partie : La philosophie de l'anarchie et le point de vue marxiste.

Annexes : Documents inédits.

Bibliographie : (200 pages). Documents d'archives. Périodiques, Brochures et livres.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée par S.U.D. E.L. si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951.

Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 fr. à la parution.

Après parution le prix sera porté à 1.250 francs.

Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.C.P. (Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy, Paris-10e. C.C.P. 50-2-44).

SERVICE DE LIBRAIRIE

CHANSONS, POESIES

R. ASSO : Chansons sans musique 225 fr. (255 fr.). — Traductions de **A ROBIN** : Poèmes hongrois de Ady, 50 fr. (60 fr.). — Poèmes russes de Boris Pasternak, 50 fr. (60 fr.). — Quatre poètes russes, Maïakovsky, Pasternak, Blok, Essenine, 240 fr. (270 fr.). — **Marcel RIOUTORD** : Un jour viendra, 135 francs (150 fr.). — **Jacques PREVERT** et **André VERDET** : Histoires, 350 fr. (380 fr.). — **Jacques PREVERT** et **Elsa HENRIQUEZ** : Contes, 500 fr. (595 fr.). — **Christian GALI** : L'air de loin, 200 fr. (240 fr.). — **Jehan RICTUS** : Les soliloques du pauvre, 345 ofr. (400 fr.). — **Léon CAMPION** : Le petit Campion, 200 francs (215 fr.).

RELIGION ET CLERICALISME

Jean JAURES : L'Eglise et la laïcité, 40 fr. (50 fr.). — **Jean COTTEREAU** : Le complot clérical, 40 fr. (50 fr.) ; l'Eglise a-t-elle collaboré ?, 40 fr. (50 fr.); l'Eglise et Pétain, 120 fr. (150 fr.) ; La Cité sans Dieu, 100 fr. (130 fr.). — **A. FAURE** : Les douze preuves de l'inexistence de Dieu, 15 fr. (25 fr.) ; La fausse rédemption, 15 fr. (25 fr.) ; L'imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.); Les crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.) ; L'Eglise a menti, 60 fr. (90 fr.) ; La naissance et la mort des dieux, 60 fr. (90 fr.). — **V. HUGO** : Le Christ au Vatican, 15 fr. (20 fr.) ; Ils vendent Jésus-Christ, 30 fr. (40 fr.). — **Han RYNER** : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.) ; Les laideurs de la religion, 35 fr. (45 fr.) ; La cruauté de l'Eglise, 35 fr. (45 fr.). — **MUSSOLINI** : L'homme et la divinité, 35 fr. (50 fr.). — **A. LORULOT** : Les jésuites (35 fr.) (50 fr.); L'Eglise contre les travailleurs, 35 fr. (50 fr.) ; L'Eglise et la limitation des naissances, 50 fr. (80 fr.) ; Les secrets des jésuites, 35 fr. (50 fr.) ; Lourdes, 30 fr. (40 fr.) ; Les crimes de l'Inquisition, 35 fr. (50 fr.) ; L'Eglise et la guerre, 150 fr. (180 fr.); L'Eglise et l'amour, 100 fr. (130 fr.) ; La bible comique, 250 fr. (295 fr.) ; La vie comique de Jésus, 250 fr. (295 fr.) ; Histoire des papes, 250 fr. (295 fr.) ; La vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.) ; Un mois chez les curés, 200 fr. (230 fr.) ; Pour ou contre la franc-maçonnerie, 50 fr. (65 fr.) ; La libre pensée au micro, 60 francs (90 fr.) ; La vérité sur la Vierge de Boulogne, 12 fr. (17 fr.). — **ABE-CASSIS** : La honte des siècles, 150 fr. (180 fr.). — **V. VERGNAUD** : Histoire sincère des religions, 150 fr. (180 fr.). — **L. FRATERRETO** : Les progrès du cléricalisme, 20 fr. (30 fr.) ; Sottises et erreurs du catéchisme, 50 fr. (65 fr.). — **Docteur ZELTEN** : La tyrannie cléricale, 20 fr. (30 fr.). — **E. HERRIOT** : La vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.). — **G. W. FOOTE** : Histoire des vierges mères, 75 fr. (105 fr.). — **P. LANGEVIN** : La libre pensée et la science, 15 fr. (25 fr.). — **MOUTIER-ROUSSET** : Le Christ a-t-il existé ?, 75 fr. (105 fr.). — **A. FUA** : La question juive, 30 fr. (40 francs). — **LESSIGNE** : L'irreligion de la science, 180 fr. (210 fr.). — **Abbé RASIBUS** : Les aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 francs). — **D. DIDEROT** : La religieuse, 150 fr. (195 fr.). — **P.-J. PROUDHON** : Le christianisme et l'Eglise, 35 fr. (50 francs) ; Dieu, c'est le mal, 30 fr. (40 fr.). — **VOLTAIRE** : Ecrasons l'infâme, 150 fr. (180 fr.) ; Les questions de Zapata, 40 fr. (55 fr.). — **XXX** : Les livres secrets des confesseurs, 500 fr. (545 fr.). — **M. BOLL** : Pourquoi y a-t-il encore des croyants ?, 15 fr. (25 fr.). **Docteur SPEHL** : La création, 75 fr. (105 fr.) ; Lourdes et la suggestion, 75 fr. (105 fr.). — **Abbé TURMEL** : La bible expliquée, 150 fr. (180 fr.) ; Le suaire de Turin, 60 fr. (90 fr.) ; Les religions, 125 fr. (155 fr.). — **J. MARESTAN** : L'impudicité religieuse, 125 fr. (155 fr.) — **Abbé J. CLARAZ** : La faillite des religions, 200 fr. (230 fr.) ; Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.). — **CETREMOY** : Religion et sexualisme, 150 fr. (180 fr.). — **CHAMILLY** : Lettres d'amour d'une religieuse, 100 fr. (130 fr.). — **J. BOSSU** : Histoire des Borgia, 120 fr. (150 fr.) ; L'Eglise et la sorcellerie, 50 fr. (80 fr.) ; Le Christ légendaire n'a jamais existé, 12 fr. (22 francs) ; Petite histoire de la libre-pensée, 25 fr. (35 fr.). — **FREDONNET** : La malfaisance du célibat chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.). — **L. HOBEY** : Morale de l'Eglise et morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — **L. HERIOT** : L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.). — **L. LE FOYER** : Le vrai Jésus, 60 fr. (75 fr.). — **J. MAC CABE** : La papauté dans la politique contemporaine, 240 fr. (270 fr.). — **G. CLEMENDOT** : Les mensonges des religions, 30 fr. (40 fr.). — **Abbé GUALDI** : Une courtisane au Vatican, 200 fr. (230 fr.). — **J. SOUFFRANCE** : Le couvent de Gomorrhe, 200 fr. (230 fr.).

EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

J MARESTAN : Education sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — **Docteur NAGUIB RIAD** : Le bonheur intime, 390 fr. (435 fr.). — **M. DEVALDES** : La maternité consciente, 75 fr. (105 fr). — **J.-M. LAHY** : Du clan primitif au couple moderne, 75 fr. (105 fr.). — **L. HOBEY** : Morale de l'église et morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — **A. LORULOT** : Education sexuelle et amoureuse de la femme, 200 francs (230 fr.) ; La véritable éducation sexuelle, 300 fr. (345 fr.) ; Morale sexuelle chrétienne ou morale sexuelle libertaire, 30 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.). — **F. PLANCHE** : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.) ; Pierre Kropotkine, sa vie, 210 fr. (240 fr.); Durolle, la vie des couteliers, 150 fr. (180 fr.). — **L. LECOIN** : De prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — **SAINTE-BEUVE** : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.). — **Jules VALLES** : L'enfant, 125 fr. (155 fr.) ; Le bachelier, 125 fr. 155 fr.); L'insurgé, 125 fr. (155 fr.). — **G. LACAZE-DUTHIERS** : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr); Sous le sceptre d'Anastasie, 150 fr. (280 fr.). — **E. RENAN** : Souvenirs d'enfance, 35 fr. (45 fr.). — **A. KOESTLER, I. SILONE, R. WRIGHT, A. GIDE, L. FISCHER, S. SPENDER** : Le dieu des ténèbres, 480 fr. (525 fr.).

*

Prière d'ajouter 25 francs si vous désirez que notre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Nous pouvons, si vous le désirez, faire tout envoi contre remboursement. Tous vos mandats doivent être adressés au C.C.P. 5072-44 Paris, Etienne Guillemau, 145 Quai de Valmy, Paris (10e).

Devant les événements...

...Un livre qui n'a pas perdu

L'ACTUALITE

Michel BAKOUNINE

LA REVOLUTION SOCIALE et la DICTATURE MILITAIRE

Prix 210 fr. — Fco recomm. 265 fr.

C.C.P. E. GUILLEMAU PARIS 5072-44

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Le vrai visage de la hiérarchie

DANS les discussions sur les conventions collectives, les cadres ont voulu des conventions particulières, ils n'ont pas accepté de discuter leurs problèmes dans le cadre des conventions générales. Ce faisant, ils ont voulu marquer nettement qu'ils se désolidarisaient des travailleurs en général. Ils veulent obtenir des avantages particuliers qui n'engagent pas les employeurs vis-à-vis de la masse des salariés. Ils aboutissent en fait à créer une classe nouvelle, classe aux vues étroitement égoïstes voulant s'affirmer aux dépens des autres catégories sociales. Toute leur action a pour but non pas de s'élever eux-mêmes en élevant en même temps le niveau général, mais de maintenir le plus possible la masse dans une condition inférieure, afin que s'élargisse l'écart qui leur permet de se considérer comme une élite. Nous nous trouvons peut-être là en présence de la technocratie dont nous a menacé Burham..

Pour s'en convaincre, il n'est que de se référer au Ve Congrès de la C.G.C.

Ces cadres qui, par ailleurs, se considéreront comme une élite désintéressée ne ménageant pas leurs efforts pour la communauté nationale, déclarent sans ambages :

« Nous ne sommes pas des salariés ordinaires, et nous n'entendons pas nous intégrer à la cohorte des salariés de toute nature.

« Nous sommes séparés des syndicats ouvriers par leurs revendications de fait. Ils cherchent, en effet, à améliorer les conditions d'existence et de travail de la masse, sacrifiant volontiers les droits des meilleurs à la satisfaction des revendications de la foule. »

Ils ne peuvent dire plus clairement qu'ils considèrent comme démagogique le fait de songer à donner du pain pour tous, avant de penser à leur assurer à eux plus de luxe. La foule qui, souvent, demande la revalorisation de la hiérarchie, ferait bien de penser que ce mépris pour elle qui transpire de ces phrases agumentera encore avec cette revalorisation.

Le Congrès ajoute :

« C'est à la complicité des syndicats ouvriers que nous devons l'écrasement incessant de la hiérarchie des salaires, car, jamais encore, on ne les a vus refuser une augmentation ou poursuivre une grève sous prétexte de manquement à la hiérarchie des cadres. »

Ce qui est un cynique mensonge.

1° La hiérarchie n'est pas écrasée par rapport à 1938, au contraire, l'indice du salaire du manœuvre est au coefficient 912, celui de l'ouvrier professionnel à 970, et l'indice global du salaire est entre 1.200 et 1.300.

Le coût de la vie, par rapport toujours à 1938, calculé par l'I.O.E., est de 1.626 pour le manœuvre, 1.697 pour l'ajusteur, 1.499 pour l'ingénieur.

Une étude du « Diagnostic économique et social » conclut également dans le même sens.

On voit que toutes les statistiques et études économiques sérieuses contredisent les beaux raisonnements et les belles affirmations gratuites des organisations d'ingénieurs et cadres.

2° Tous les syndicats ouvriers, sauf évidemment la C.N.T., réclament, malgré cela, une revalorisation de la hiérarchie des salaires. Les cadres les en récompensent en faisant les jaunes dans toutes les grèves engagées pour la revalorisation du pouvoir d'achat, même lorsque les syndicats ouvriers fixent en même temps, à ces grèves, la revalorisation de la hiérarchie comme objectif. Je peux même donner un exemple typique que j'ai vécu : au cours des grèves de mars 1950, il s'était formé un comité d'entente intersyndical dans l'usine qui m'employait. La C.G.C. avait fixé comme condition à sa participation à ce comité et à la grève l'insertion, dans les revendications communes, d'un paragraphe relatif à la revalorisation de la hiérarchie. Une fois l'accord réalisé, la section C.G.C. s'est prononcée contre la grève et a invité ses adhérents à ne pas y participer.

Après cela, ils ont une attitude particulièrement effrontée en demandant que l'on rajuste leur salaire suivant leur coefficient par rapport au nouveau tarif des manœuvres.

Le congrès continue, parlant toujours des syndicats ouvriers :

« Ce sont eux les inventeurs de ces primes et indemnités forfaitaires, qu'elles soient de vie chère, de cantine ou de transport, qui se traduisent toujours par resserrement de l'éventail effectif des salaires. »

Voilà ! Même une simple indemnité de transport de 800 fr. par mois versée à tous les travailleurs est considérée par les cadres comme une intolérable atteinte à leurs intérêts.

Tout cela en dit long sur leur mentalité, ils n'entendent pas améliorer leur condition pour vivre mieux, mais avoir une situation supérieure à celle de la « cohorte des salariés de toute nature ». Ils entendent s'opposer résolument à une élévation du niveau général pour avoir la satisfaction, mesquine, égoïste, cynique, malsaine, d'être d'une classe supérieure.

Les hommes dignes de ce nom ressentent en eux-mêmes la misère d'autrui. L'injustice les révolte, même s'ils en profitent, simplement parce qu'elle est injustice.

En tant qu'homme, ils se sentent atteints presque dans leur chair de la misère morale de tout être humain.

Les cadres, eux, semblent totalement inaccessibles à ces élémentaires sentiments. Ils se complaisent à reprocher aux ouvriers leurs défauts, mais ils se trouvent lésés quand ceux-ci s'élèvent.

Ils n'ont cure de savoir si des enfants sont entassés dans des taudis, si la sous-alimentation des plus déshérités fait gagner du terrain à la tuberculose; non, leurs préoccupations sont beaucoup plus hautes, au niveau de leur hiérarchie. Les voici exprimées, toujours par leur Ve congrès :

« Croyez-vous cependant que votre niveau de vie atteigne celui dont vous bénéficiez en 1938. Certes, non ! Et la raison en est que les augmentations de salaires se font toujours au prix d'un écrasement de la hiérarchie.

« Si l'on en croit encore les chiffres et les statistiques, la part du revenu national, attribuée aux salariés, serait la même qu'en 1938. Sans doute, une part de ce revenu est-elle aujourd'hui distribuée sous forme de salaire social, et cette forme de distribution ne favorise pas la hiérarchie.

« Mais si la part des salaires est restée la même, celle des cadres a sûrement diminué.

« Sans toucher à l'ensemble des salaires, nous sommes donc en droit de demander pour les cadres un rajustement qui tienne compte de cet écrasement. (1) »

Voilà le couronnement de l'édifice; tout progrès social est condamnable, parce qu'il porte atteinte à la hiérarchie. D'ailleurs, cette condamnation n'empêche pas la C.G.C. de réclamer la hiérarchisation des allocations familiales. Là encore se fait sentir le caractère de classe des cadres de la C.G.C. Les enfants du manœuvre n'ont pas droit aux mêmes jouets, n'ont pas droit d'être aussi bien vêtus, ni de manger comme les enfants des cadres. Pourtant, là, comment invoquer les services rendus ? De plus, si l'on songe que la prime à la première naissance est de 30.000 fr.; un cadre au coefficient 500 touchera 150.000 fr., point n'est besoin de souligner l'ineptie d'une pareille revendication. A leur place, nous, nous demanderions de fixer la hiérarchie par rapport aux étalons de Marcel Boussac, ce serait encore plus rémunérateur. Et qui ferait les frais de pareilles allocations ? Ce ne pourrait être que les cotisations ouvrières.

On voit que l'idéologie de nos « élites » est singulièrement limitée. Mais, alors, si les cadres entendent faire payer à la collectivité leurs services le plus cher possible, au nom de quoi demandent-ils une reconnaissance quelconque ? Ils entendent réduire à un vulgaire marchandage ce qui devrait être un épanouissement de leur personnalité, entourée de l'admiration et de la reconnaissance générale. **Réduisant leurs connaissances et leurs capacités à une simple marchandise dont ils n'ont que le souci de tirer le plus possible, ne voulant pas savoir qu'ils n'ont pu poursuivre leurs études que grâce à la collectivité, ignorant que celles-ci, de même que les capacités qu'ils peuvent avoir, créent des devoirs** et non pas des droits, ils ne méritent que le plus profond mépris.

Mais, où l'on reste confondu, c'est de voir les syndicats ouvriers, négligeant tous ces faits, se faire quand même les défenseurs de la hiérarchie. C'est à la base d'imposer aux organisations syndicales la lutte contre la hiérarchie des salaires, ou de rejoindre les organisations effectuant déjà cette lutte.

L'ouvrier doit se rendre compte que, sous une multitude de formes, la hiérarchisation des salaires est un obstacle au relèvement de son pouvoir d'achat.

Plus il favorisera la hiérarchie, plus il accentuera la division entre salariés; les cadres supérieurs se sentent déjà plus près du patronat que de lui; les cadres inférieurs, si on augmente l'écart qui les sépare des ouvriers, se sentiront plus solidaires des cadres supérieurs que des ouvriers.

La division en infinités de catégories a châtré le syndicalisme des fonctionnaires. Elle a porté un coup très rude à leur sentiment de solidarité. Ils abandonnent les problèmes réels pour des chicanes autour d'indices, pour savoir la position qu'ils occuperont par rapport au flic, ou s'ils s'appelleront commis ou inspecteurs.

Un pareil sort guette la métallurgie, si les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas écoutés à temps : Le patronat y a multiplié les catégories depuis 1938 et les conventions collectives feront le reste.

A la commission supérieure des conventions collectives, les cadres s'opposent à la fixation d'un minimum vital relativement élevé; ils le veulent le plus « raisonnable », c'est-à-dire le plus bas possible. Ceci, afin que l'on puisse calculer la hiérarchie sur ce minimum. Preuve qu'ils n'ont pas peur d'un écrasement par le bas, mais d'une élévation de la base qui réduirait en se haussant la distance qui les sépare.

Il ne faut pas ignorer non plus que, dans notre régime, les prix sont déterminés en grande partie par la loi de l'offre et de la demande et que si, sur un même marché, il y a un client plus riche qui offre davantage pour une même marchandise, le client plus pauvre devra donner également plus s'il veut avoir cette marchandise ! Il existe des exemples typiques de ce fait dans la région parisienne : à Montgeron, les prix sont nettement plus élevés qu'à Villeneuve, à quelques kilomètres de là, mais ville plus ouvrière...

Aux ouvriers, dans les usines, à revoir la question de la hiérarchie des salaires et de lutter contre les cadres. Ils feront, ainsi, un grand pas en avant dans la voie de leur émancipation.

Serge DAURIAC.

(1) C'est nous qui soulignons.

Conditions de l'action gestionnaire

IL n'est pas possible d'envisager une autre forme de combat pour résoudre les problèmes économiques et sociaux intéressant la classe ouvrière, l'artisanat, la paysannerie. Certes, il y a des difficultés de réalisation : 1° Le climat actuel de réarmement ne s'y prête pas ; 2° L'agitation politique gaulliste et stalinienne détourne l'attention ouvrière des vrais problèmes ; 3° La politique internationale capte entièrement l'opinion publique.

Comment, dans ces conditions, parvenir à accrocher le travailleur et l'orienter sur des problèmes intéressant sa vie ?

LES FAIBLESSES OUVRIERES

Une autre question se pose. C'est celle du rapport des forces. Il y a trop de divisions dans la classe ouvrière où l'on enregistre une multitude de catégories sociales coïncidant presque avec le contenu de la feuille de paie.

Il y a d'autre part une idée nuisible très répandue parmi les ouvriers : le bien-fondé de la hiérarchie des salaires. On ne rencontre que les catégories les plus déshéritées qui soient contre la hiérarchie. Mais l'ouvrier spécialisé l'admet comme une chose juste.

A quoi bon apprendre un métier, dit-il, si je n'ai pas un avantage par rapport au manœuvre ?

Il est évident que cet état d'esprit s'explique par l'engrenage de la production capitaliste et aussi par la variété des connaissances professionnelles.

En posant le problème du salaire unique, il faut poser le problème de la formation professionnelle. Or le chômage, saisonnier, permanent ou technique, est un obstacle à la formation professionnelle.

Mais avant de parler de salaire unique, il faut parler d'amener le taux des salaires à une moyenne et ensuite de payer les travailleurs suivant ce taux. Or, nouvel obstacle.

Les salaires sont inégaux non seulement d'après les catégories ouvrières, mais aussi de profession à profession.

Des industries sont payantes, d'autres moins. Nous touchons du doigt à une difficulté que nous aurons à surmonter, même dans un cas d'action gestionnaire généralisée.

D'autre part, ces difficultés sont de telle sorte que l'action gestionnaire doit être préparée en tenant compte de l'interpénétration de toutes les industries, en tenant compte particulièrement des liens frères entre industries appelées à recevoir l'application gestionnaire. Il est évident que ces problèmes ne seront pas résolus par une magie gestionnaire, mais grâce aux connaissances pratiques des ouvriers manuels et intellectuels.

Certes, les travailleurs n'ont pas confiance en eux-mêmes. Ils se sentent isolés, ils se sentent surtout les concurrents les uns et les autres. Le gagne-pain prime toute considération de stratégie. C'est là une mentalité dont les ouvriers devront se débarrasser et les cadres des syndicats portent d'ailleurs une grave responsabilité dans le maintien de cette mentalité. Ils ont été incapables, ces cadres, de faire du syndicat la maison du travailleur, l'endroit où il se sent chez lui, protégé par des forces qui s'ajoutent aux siennes.

TRAVAIL PREPARATOIRE

L'action gestionnaire doit créer le climat qui la généralisera. Certes, à cette généralisation il y a de grosses difficultés. Peu d'ouvriers comprennent la nécessité de cette action ou, s'ils la comprennent, ils se disent impuissants.

Dans cette sensation d'impuissance, il y a la sensation de la difficulté des problèmes d'organisation puis le sentiment que l'union ouvrière est toute à faire. C'est là un obstacle de taille. Comment l'union ouvrière pourrait-elle être possible lorsque le travailleur est sollicité de toute part ? La politique et le syndicat politisé, l'enrégimentation et les mots d'ordre qu'il ne faut pas discuter, ailleurs la rivalité cultivée et la surenchère démagogique, ici les formules calmantes pleines d'opportunisme ou de principes classiques. Les travailleurs s'usent les uns contre les autres et le coude à coude ne semble qu'une aspiration. Et c'est avec cette réalité qu'il faut transformer la réalité. Mais où les travailleurs peuvent travailler à l'action gestionnaire, c'est sur des rares points, essentiels pourtant, où ils sont absolument d'accord : leurs difficultés de vie permanentes qui contrastent avec les statistiques de progrès économique. Et puis, dans une certaine mesure, la conviction que les chefs ouvriers deviennent prudents, ont la même position que les dirigeants, lorsqu'ils sont placés devant des responsabilités gouvernementales Exemple : Tillon à l'armement, précisant qu'une politique revendicative des salaires est impensable par le fait des répercussions sur les prix.

Nous ne prétendons certes pas que chaque travailleur a intimement bien compris que les chefs ouvriers placés devant des responsabilités officielles données ne peuvent plus avoir des attitudes démagogiques, revendicatives ou critiques parce que la réalité gouvernementale leur impose ou l'adaptation à sa nature ou le renoncement.

Une telle découverte de la part du travailleur exigerait un état mental perfectionné qui lui fait encore partiellement défaut, mais cet état mental tend à se former sous la poussée de conditions sociales inchangées, conditions qui sont présentées par les dirigeants partisans d'un bloc comme la facture de l'armement, indice de « sécurité militaire ».

Cet état mental peut être d'autre part précipité dans sa maturité par l'imitation d'actes et d'actions économiques provenant de milieux ouvriers plus évolués.

Dans l'ensemble, la psychologie ouvrière actuelle ne doit pas être vue avec la manière des pessimistes qui rejettent en bloc toute capacité sociale ouvrière à gérer l'appareil de production et des réseaux essentiels : répartition, distribution, elle doit être vue comme une force hésitante, qui se décourage parce qu'elle n'aperçoit pas d'issue, mais qui maintient son dynamisme par esprit de conservation et par réaction à l'emprise nationale et étatique.

Cette force hésitante dont nous parlons se creuse un lit à partir duquel elle pourra se répandre sur des secteurs inattendus. Le drame ouvrier tout comme le « drame diplomatique » est fait d'inconnues. Dans ce qui est nouveau, la tradition ne nous secourt pas. Le mouvement ouvrier est arrivé à un point où il ne lui est plus possible de copier le passé pour accomplir son destin. L'action gestionnaire exigera des cadres toute leur expérience et tout leur savoir social. Un des éléments capitaux de ce savoir c'est la connaissance parfaite des institutions capitalistes et leurs liens de connexion avec les nationalisations, c'est-à-dire avec l'Etat ; il faudra que tous les travailleurs intelligents qui s'intéressent à l'analyse des immenses rouages de la machinerie industrielle et commerciale et à l'emprise de la législation régulatrice étatique, soient aptes à saisir quelle aide corporative il faudra demander de toute urgence en cas d'action gestionnaire locale de manière que la gestion directe puisse s'effectuer pour être viable dans un réseau industriel formant un tout. Exemple : une gestion directe dans une industrie extractive devra, pour vivre, se dérouler par enchaînement à tous les stades où cette matière première trouve débouché et transformation. Cela nous amène en somme naturellement à concevoir la gestion directe, sous l'angle de l'intérêt immédiat, **dans les industries vitales, dans les industries clés.**

EXPERIENCE ET OBJECTIFS OUVRIERS

On voit d'ici le processus et la violence des forces de l'ordre devant une stratégie qui cherche le défaut de la cuirasse de l'économie industrielle La gestion directe, pour être sérieusement soutenue, doit s'attaquer d'abord aux grandes industries, citadelles du capitalisme mixte. Ce qui revient, dans la première étape, à négliger pour des raisons tactiques les entreprises secondaires, **très nombreuses et sur lesquelles le grand capitalisme étatisé compte pour se protéger.** Nous insisterons sur ce principe parce qu'il est essentiel. Le grand capitalisme verrait des gestions superficielles dans des secteurs faibles d'un bon œil, à la fois parce qu'elles échoueraient, la grande industrie fournissant les matières premières et aussi parce que cet échec découragerait les ouvriers devant une improvisation sentimentale. D'un autre côté, une action gestionnaire suivie d'échec dans une entreprise faible et non essentielle, tuerait cette dernière à l'avantage de la concentration capitaliste et la main-d'œuvre en chômage rejetterait sur le syndicalisme impuissant la faute de sa situation, tandis que l'Etat aurait la tâche facile pour présenter les auteurs de l'action gestionnaire comme des irresponsables voulant tout de suite ce que le temps seul accomplira. Cette dernière idée nous vient de l'attitude ambiguë de l'Etat lorsque les masses colonisées réclament leur « indépendance ».

Nous voyons donc qu'en substance, l'action gestionnaire exige une minutieuse préparation et d'abord une étude théorique complète à laquelle doit collaborer chaque militant d'entreprise. Le capitalisme utilise la boite à idées pour le perfectionnement de la production, les militants ouvriers doivent l'utiliser aussi pour le perfectionnement de l'action gestionnaire. Cet immense travail de refonte de la tactique ouvrière demandera du temps pour s'élaborer, mais le temps importe peu s'il est bien employé. L'essentiel c'est que dans les grandes épreuves de force à venir le mouvement ouvrier ne fasse pas piètre figure mais témoigne que chaque expérience le réconforte, le trempe pour des luttes toujours plus dures. Les travailleurs ne doivent pas oublier que dans les événements actuels ils ont les moyens de n'être pas passifs, à la fois parce que l'appareil économique ne fonctionne pas sans eux et aussi parce que la machine de guerre n'est que de la ferraille sans leur apport et leur production.

Travailler pour l'action gestionnaire, c'est donc travailler contre la guerre en taillant directement dans la matière virulente. En généralisant l'esprit que cette action implique, on renouvelle la conscience antimilitariste, antipolitique, antitechnocratique et c'est dans l'époque impitoyable qui est la nôtre justifier l'espoir sans lequel les luttes sont par avance des échecs.

C'est ce fil conducteur qui désormais va nous guider dans l'inconnu révolutionnaire de ce troisième avant-guerre. Notre génération s'engagera d'abord et verra ensuite sur quel adversaire les coups devront être le plus durement portés. Et nous garderons à la mémoire que ce qui compte c'est ce qui est fait : la force ne sera pas détruite par la faiblesse, l'exploitation capitaliste ou étatique ne succombera pas à un transfert technocratique, la guerre, fonction naturelle des Etats, ne disparaîtra pas du fait de plans, pactes, traités, alliances.

Et dans tout cela, l'action gestionnaire a son rôle à jouer : l'appareil de production modifié dans son agencement, ne servant plus des intérêts privilégiés et concurrentiels, le principe d'imitation qui fait de chaque nation une nation industrielle, de chaque principe, démocratique ou totalitaire, un principe qui a besoin de s'étendre, permettra à l'action gestionnaire d'évoluer, de grandir, suivant les mêmes lois et de rayonner à travers le continent puis le monde.

VADOT.

La bataille de l'enseignement

UN APPEL DE PLUS

AU cours d'une conférence de presse où nous n'étions pas invités (et pourquoi ?) le S.N.I. vient de lancer un « appel au sang-froid et à la raison (*sic*) ».

Les honorables bureaucrates qui président majestueusement aux destinées de ce pauvre S.N.I. avouent par là même une frousse intense, ce qui, reconnaissons-le, a au moins le mérite de montrer qu'ils partagent les soucis du commun :

« De graves imprudences ont été commises en Corée sous l'action, semble-t-il, d'éléments irresponsables, et l'O.N.U. se trouve placée devant une situation dramatique. »

« En plein accord avec la Grande-Bretagne, avec l'Inde, avec les peuples libres des deux mondes qui gardent leur sang-froid, la France doit affirmer sa résolution de s'opposer à toute extension du conflit coréen. »

« Elle doit, de toute urgence, demander :

« La cessation des hostilités en Corée », solution qui pourrait être obtenue par un accord direct avec le Gouvernement de Mao Tsé Toung, dont les représentants ont déjà été appelés à participer aux délibérations de l'O.N.U. sur un certain nombre de questions intéressant leur pays et la mise en application de la résolution votée le 7 octobre par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la pacification, l'unification et le relèvement de la Corée.

« Le règlement par voie diplomatique, dans le cadre de l'O.N.U., du problème coréen et de toutes les questions litigieuses en Extrême-Orient.

« De telles solutions supposent sans doute, de part et d'autre, un minimum de bonne volonté mutuelle, une renonciation réciproque à la politique des coups de force, aux échanges de défis, aux altérations de nouvelles.

« Plus que quiconque les Français sont résolus à défendre, dans le cadre des institutions internationales, la liberté des hommes et l'indépendance des nations contre les entreprises totalitaires. »

« Une politique qui ne laisserait pas à la Paix toutes ses chances risquerait de compromettre la nécessaire entente qui lie le peuple français à tous les peuples épris de liberté, y compris le peuple américain. »

DECHAINEMENT DE LA PEUR

Il faut que les instituteurs soient bien ramollis pour croire encore à la « bonne volonté mutuelle » des Russes et des Américains. Ou s'ils n'y croient pas et y font appel quand même, il faut qu'ils soient saisis de terreur panique. Or cela n'est pas un mal en soi, à condition de bien vouloir en sortir. Cette peur, *Monsieur* Aigueperse, est peut-être le commencement de la sagesse, mais ce n'en est que le commencement.

Si vous et vos petits amis êtes tellement décidés à défendre la liberté des hommes, pourquoi faites-vous confiance à des organismes dont l'effet principal est de la restreindre ? La faillite de l'O.N.U. américaine est-elle un mythe ou n'avez-vous plus d'yeux pour y voir ? Qu'attendez-vous de ce « règlement par voie diplomatique » ? Non, messieurs, pas de faux-fuyants ! Avouez donc que vous avez peur, effroyablement peur, et que vous ne voyez d'autre solution que de vous jeter à genoux devant n'importe qui.

PARALYSIE OU TRAHISON !

Par charité syndicale, nous ne retiendrons que la première hypothèse. Et nous supplierons les protagonistes de ce nouvel appel de se frotter les yeux. Vous savez parfaitement que jamais un gouvernement ou un ramassis de gouvernements ne fera cesser la menace ni ne contiendra l'avalanche de balles quand elle se déclenchera. Notre seul espoir est en l'homme, le pauvre type de tous les pays, de toutes les couleurs, l'homme que vous fabriquez, Messieurs, dans vos classes.

Secouez-vous donc un peu, et donnez l'exemple du sang-froid, voire de la raison. Si dans toutes les écoles du monde se forment des gars décidés à dire « non » à la guerre, c'est contre vous. Faites donc que ce soit avec vous et à cause de vous. Il n'y a pas de solutions pacifiques, il n'y a que des hommes plus ou moins disposés à se battre. Vous avez la clef de la paix, qu'attendez-vous pour vous en servir ? Et si ce n'est vous, très honorables bureaucrates, que ce soit du moins la masse de vos ouailles.

Laquelle masse, Messieurs, quoique ayant aussi peur que vous, est peut-être décidée à lutter par ses propres moyens, et non par ceux que votre obligeante activité lui a tracés.

Avis à qui sait entendre.

CLAUDY.

U.R.S.S.

(Suite de la 1re page)

COMPARAISON SUR LA SANTE PUBLIQUE

En suivant toujours l'exposé de l'orateur venons-en au sujet capital de la santé publique. L'orateur affirme qu'il y a en U.R.S.S. : un docteur pour 750 habitants et en France un docteur pour 2.000 habitants.

Mais si nous nous reportons à l'ouvrage récent que viennent de publier sous le titre « *L'avenir de la Médecine* », les docteurs progressistes Desplats et Robin et ce, d'après les documentations officielles russes et françaises, il y aurait :

U.R.S.S. : 1 docteur pour 1.300 habitants ; France : 1 docteur pour 1.300 habitants ; Russie d'Europe : 1 docteur par 31 km.2 ; U.R.S.S. : 1 docteur par 125 km2 ; France : 1 docteur par 17 km2.

Comme lits d'hôpitaux, il y a en U.R.S.S. : 1 lit pour 215 habitants et en France : 1 lit pour 69 habitants.

Quant aux polycliniques dont on nous a tant parlé, il y en a une pour 60.000 ou 80.000 habitants, selon les régions.

Et nous nous garderons bien de comparer ce qui a été réalisé en U.R.S.S. avec les pays nordiques qui dans le domaine de la santé publique sont les plus avancés du monde.

QUANT A LA LIBERTE !...

D'après les comparaisons assez sommaires que nous venons de faire, nous croyons que le bien-être des travailleurs soviétiques est aussi précaire que celui de leurs frères des pays capitalistes mais peut-être jouissent-ils en revanche d'une liberté que nous ne connaissons pas ? Hélas, nous sommes bien obligés de reconnaître que non seulement ils ne sont pas plus libres que nous, mais qu'ils le sont bien moins.

Au moment où tant de documents touchant à l'existence de camps de travail forcé en Russie Soviétique sont publiés, à l'instant où paraissent les révélations du « Campesino » ex-Héros (assassin) stalinien, au moment où paraît le poignant récit de l'étudiante communiste Elénor Lipper intitulé : « 11 *ans dans les bagnes soviétiques* », on peut s'étonner que l'orateur n'ait pas osé même effleurer un sujet aussi controversé. Pourtant de nombreux militants de base auraient aimé que l'on relate une question aussi « controversée ».

Combien d'ouvriers communistes savent-ils ce que sont devenus les 22 membres du Comité central du parti bolchevick d'octobre 1917, de celui qui prépara l'insurrection d'octobre ?

Trois sont morts plus ou moins naturellement.

Dix-sept ont été fusillés.

Fidèle à l'idée de *révolution sociale*, nous affirmons que l'U.R.S.S. de Staline ne saurait être considérée comme une communauté socialiste et avec un penseur de la première internationale nous disons :

La liberté sans le socialisme est une duperie. Le socialisme sans la liberté c'est la caserne.

Georges VERDONCK.
(groupe de Narbonne.)

Vendredi 15 Décembre **Palais de la Mutualité** Vendredi 15 Décembre

Ouverture des guichets : 20 h. 15 précises

GRAND GALA DE SOLIDARITE

organisé au profit de notre vieux camarade **Charles d'AVRAY**

par un groupe d'amis

ATTENTION **ALAIN SERGENT signera ses œuvres : « Histoire de l'Anarchie », « Un Anarchiste d'Autrefois », « Je suivis ce mauvais Garçon ».**